



Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

Ce compte rendu reprend le prononcé lors de la conférence du 21 janvier 2021. Il n'engage pas les organisateurs, qui ont ici respecté les points de vue des parties, reproduits sans altération.

Les intervenant.e.s en étaient :

LU Shaye, Ambassadeur de Chine en France,

Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier Ministre,

Irina Bokova, ancienne Directrice générale de l'UNESCO et Board Member, The Bridge Tank,

François Loos, ancien Ministre de l'industrie et ancien Ministre délégué au commerce extérieur,

Sylvie Bermann, ancienne Ambassadrice de France en Chine

Stéphane Gompertz, ancien directeur d'Afrique, Quai d'Orsay et Board Member, The Bridge Tank,

Fatima Hadj, Membre, Membre de la Communauté Goalkeeper, Bill & Melinda Gates Foundation,

François Quentin, ancien Directeur Général Adjoint, Thalès, et ancien Président du Conseil d'Administration de Huawei France

La session était animée par Joël Ruet, président, The Bridge Tank.

Lu SHAYE :

Monsieur le Premier Ministre Jean-Pierre Raffarin, Madame la Directrice générale Irina Bokova, Monsieur le Ministre François Loos, Madame l'Ambassadeur Sylvie Bermann, Monsieur le Président Joël Ruet, chers Amis,

Bonjour à tous. Bienvenue au Forum sur la coopération Chine-UE dans le nouveau contexte. C'est notre première rencontre « en nuage » en 2021. Même si le Jour de l'An est déjà passé, je tiens à souhaiter à tous une « Bonne Année » ! Je vous remercie sincèrement pour l'intérêt que vous portez depuis de longues années aux relations Chine-France et Chine-Europe, et pour votre soutien à l'ambassade de Chine en France et à moi-même. En ce début d'année, j'aurais bien voulu vous rencontrer en face à face. Malheureusement, la pandémie nous en empêche. Il est tout de même très nécessaire pour nous de mener un « brainstorming », ou un « remue-méninges » en bon français, sous forme de visioconférence. En juin dernier, nous avons tenu avec des groupes de réflexion une visioconférence très enrichissante. Aujourd'hui, je voudrais partager avec vous mes réflexions sur trois questions liées à la coopération Chine-UE dans le nouveau contexte : Comment voir le nouveau contexte ? Pourquoi la Chine et l'UE devraient-elles coopérer ? Et comment renforcer notre coopération ?

Chers Amis, permettez-moi d'abord d'exposer ma réflexion sur ce qu'est le « nouveau contexte ». L'un des points les plus marquants de ce nouveau contexte est que le monde est entré dans une période de bouleversements et de transformation, avec des incertitudes et des instabilités considérablement accrues. D'un point de vue global, le monde est dans un état chaotique. La pandémie continue de se propager et bon nombre de pays sont obligés d'appliquer des mesures sanitaires plus strictes, voire le confinement. Les principales organisations faisant autorité

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

prévoient une contraction de l'économie mondiale d'environ 4,4% pour 2020. Les difficultés de la gouvernance mondiale s'accroissent. L'unilatéralisme, le protectionnisme et la politique du plus fort entravent la coopération internationale. Dans le même temps, plusieurs vaccins ont été mis en service dans un délai record et apportent de l'espoir à l'humanité pour vaincre la COVID-19. Les technologies numériques progressent à pas de géant, contribuant à la reprise des activités économiques. La « diplomatie en nuage », le « travail à distance » et les « visioconférences » sont devenus quotidiens. La pandémie a fait mieux comprendre aux peuples du monde combien la solidarité est nécessaire et combien il faut bâtir une communauté de destins de l'humanité. L'humanité se trouve à nouveau à la croisée des chemins entre l'union et la division, entre l'ouverture et le repli, et entre la coopération et la confrontation. L'avenir de l'humanité dépend du choix de chacun de nous.

Du point de vue des relations entre grands pays, il est encore à observer dans quelle direction les Etats-Unis vont se diriger. J'ai remarqué que depuis novembre dernier, les relations entre l'Europe et les Etats-Unis sont devenues un sujet d'actualité brûlant. Beaucoup attendent avec impatience l'arrivée au pouvoir de Biden, dans l'espoir de retrouver le « bon vieux temps » des relations transatlantiques. Beaucoup d'autres estiment que Biden pourrait « prêter une oreille amicale et attentive » à l'Europe, mais serait incapable de lui « prêter main forte », ils ne sont pas sûrs si l'Europe et les Etats-Unis puissent aplanir leurs divergences. D'autres craignent que Biden n'adopte inévitablement une politique industrielle expansionniste afin de promouvoir la reprise économique et l'emploi aux Etats-Unis, ce qui pourrait exacerber la concurrence et les frictions économiques et commerciales entre l'Europe et les Etats-Unis. D'autres encore estiment que les problèmes entre l'Europe et les Etats-Unis ne datent pas de Trump et ne disparaîtront pas avec l'arrivée de Biden. Ils préconisent que l'Europe ne doit pas mettre tous les œufs dans le même panier et devenir un « champ de bataille » entre grandes puissances, craignant que l'Europe n'arrive pas à se positionner entre la Chine et les Etats-Unis. Toutes ces opinions différentes sont déboussolantes. J'ai également observé qu'après les violences au Capitole, l'opinion publique européenne est sous le choc, et les commentaires sont nombreux dans les milieux politique, médiatique et intellectuel. On se préoccupe beaucoup de la polarisation des partis politiques, et aussi des conflits raciaux et des divisions sociales aux Etats-Unis, et on a peur que l'Europe ne soit impactée. Certains médias s'alarment en disant que tout le fondement de la démocratie occidentale tremble lorsque la démocratie américaine est en déclin. Le blocage de Trump par les réseaux sociaux a provoqué une secousse violente en Europe et suscité des débats vifs sur les limites de la liberté d'expression, la fragilité de l'Etat de droit et l'ingérence du capital dans la politique.

Les amis européens portent aussi un grand intérêt aux relations sino-américaines, qui arrivent aujourd'hui à un nouveau carrefour et pourraient faire face à de nouvelles fenêtres d'espoir. La politique américaine de la Chine est constante et claire. Peu importe qui est le Président américain, nous sommes disposés à développer une relation de non-conflit, de non-confrontation, de respect mutuel et de coopération gagnant-gagnant avec les Etats-Unis. Pourvu que les Etats-Unis sachent tirer les leçons en temps utile et travaillent véritablement dans le même sens avec la Chine, les deux pays sont tout à fait capables de résoudre les divergences et les différends par le dialogue, d'accroître les intérêts communs par la coopération, de trouver un modèle de relations entre grands pays qui bénéficie tant à la Chine, aux Etats-Unis, qu'au monde entier, et d'ouvrir des perspectives conformes à l'évolution de l'Histoire. J'ai la certitude que c'est aussi l'attente

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

générale de la communauté internationale et dans l'intérêt de la Chine et des Etats-Unis, et aussi de l'Europe et du monde.

Chers Amis, je voudrais parler maintenant des raisons pour lesquelles la Chine et l'Europe doivent coopérer. La Chine et l'Europe ont mille raisons pour bien gérer leur relation, et pas une seule raison pour la compromettre. Comme l'a souligné le Président Xi Jinping, la Chine et l'UE sont deux forces importantes, deux marchés immenses et deux civilisations brillantes dans le monde, et ce qu'elles préconisent, ce qu'elles combattent, ce qu'elles font ensemble revêtent une portée mondiale. La Chine et l'Europe n'ont pas de conflits d'intérêts fondamentaux et ne constituent pas une menace l'une pour l'autre. Elles ont beaucoup plus de coopération que de concurrence et beaucoup plus de terrains d'entente que de désaccords. La Chine et l'Europe devraient faire preuve du sens de responsabilité et déployer activement des efforts pour faire office de bâtisseurs coopératifs de la paix et du progrès du monde, et apporter plus de stabilité et de certitude à un monde turbulent et en mutation. En 2020, les échanges commerciaux entre la Chine et l'UE ont augmenté de 5,3%, à contre-courant de la conjoncture mondiale, pour atteindre 4,5 mille milliards de yuans, soit environ 649,5 milliards de dollars. La Chine est devenue pour la première fois le premier partenaire commercial de l'UE. A un moment historique, les dirigeants chinois et européens ont su prendre le pouls de notre temps, suivre la tendance générale dans le monde, tenir le cap de la coopération, se débarrasser de multiples entraves, et amener à la conclusion d'un accord d'investissement équilibré, de haut niveau et gagnant-gagnant. Cet accord montre la détermination et la confiance de la Chine dans la promotion d'une ouverture de haut niveau, offrira aux entreprises chinoises et européennes un plus grand accès au marché du partenaire, un meilleur environnement d'affaires, des garanties institutionnelles plus solides et des perspectives de coopération plus prometteuses. Il donnera aussi une nouvelle impulsion à la reprise de l'économie mondiale, renforcera la confiance de la communauté internationale dans la mondialisation économique et le libre-échange, et apportera une contribution importante à la construction d'une économie mondiale ouverte.

Cet accord est un magnifique cadeau de nouvel an aux peuples chinois, européens et de tous les pays du monde. Il est chaleureusement accueilli par les milieux d'affaires et les entrepreneurs européens. Cependant, j'ai également entendu des dissonances de la part d'un petit nombre d'hommes politiques, de think tanks et de médias en Europe.

Premièrement, il y a certains qui disent que l'Europe est « trop naïve ». Ils estiment que l'Europe n'aurait pas dû faire trop de concessions, renoncer à ses « principes » et à ses valeurs et tolérer les positions intransigeantes de la Chine sur les questions liées au Xizang (Tibet), au Xinjiang, à Hong Kong et à Taiwan, en échange de l'accès au grand marché chinois. Accusant calomnieusement la Chine de pratiquer le « travail forcé » sur les Ouïghours, ils prétendent que l'Europe a « vendu un peu son âme avec cet accord ». Je sais que beaucoup d'Européens portent intérêt au développement du Xinjiang. Mais je constate aussi que certains sont apparemment induits en erreur et ont des malentendus et des préjugés sur le Xinjiang.

Le Xinjiang était autrefois une porte d'entrée en Chine des forces terroristes internationales. Du milieu des années 1990 à la première dizaine d'années du 21e siècle, la région a connu des milliers d'attentats terroristes violents, faisant des dizaines de milliers de morts et blessés parmi la population innocente, y compris la population ouïghoure. Le gouvernement chinois doit évidemment assumer sa responsabilité de protéger son peuple en combattant résolument le terrorisme. Dans le même temps, nous sommes plus attentifs à la prévention du terrorisme et à la

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

déradicalisation par des « politiques douces » comme l'éducation et la formation. Ce n'est absolument pas une atteinte aux droits de l'homme. Beaucoup de pays dans le monde, y compris des pays musulmans, ont adopté une approche similaire, comme en témoignent les centres de déradicalisation en France et les systèmes correctionnels communautaires aux Etats-Unis. Les droits de l'homme des stagiaires participant aux programmes d'éducation et de formation en Chine sont pleinement protégés. Ils ont acquis des compétences et trouvé des emplois. Le Xinjiang n'a pas connu d'attentat depuis 4 ans, la société est stable et prospère, et la population vit et travaille en paix.

Une fois le problème de sécurité réglé, le gouvernement de la région autonome du Xinjiang aide les habitants à trouver des emplois stables, à accroître les revenus en les mettant en lien avec les entreprises locales et aussi les entreprises en dehors de la région. Les travailleurs d'ethnies minoritaires choisissent librement leur emploi, signent des contrats de travail avec les entreprises de leur plein gré et dans le respect du principe de l'égalité, et sont rémunérés comme il faut. Je ne vois pas comment cela constitue du « travail forcé » ! Selon le Rapport d'enquête sur le travail et l'emploi des minorités ethniques au Xinjiang, 86,5% des habitants ruraux au Xinjiang sont prêts à travailler en dehors de leur propre district.

La signature ou non par la Chine de la Convention de l'OIT sur l'abolition du travail forcé relève de la souveraineté de la Chine. Aucun pays n'a le droit d'y interférer. Si la Chine n'a pas signé la Convention, cela ne veut pas dire qu'il y a du « travail forcé » ou quelque chose à cacher en Chine, c'est parce que la Chine a des interrogations sur certaines notions et formulations de la Convention et qu'elle a besoin de les examiner attentivement. La loi chinoise interdit explicitement le travail forcé. Si les Etats-Unis, le Royaume-Uni et d'autres pays de Five Eyes font du tapage autour du prétendu « travail forcé » au Xinjiang et imposent des sanctions contre la Chine, ce n'est pas parce qu'ils se soucient de la population ouïghoure et des droits de l'homme. C'est parce qu'ils veulent diaboliser la Chine et en faire un ennemi public de l'humanité en inventant des mensonges et des fausses accusations, afin d'atteindre leurs objectifs de « découplage » et d'« isolement » de la Chine et d'étouffement de son développement. Leurs accusations ne s'appuient que sur des soi-disant « recherches » concoctées par l'Allemand Adrian Zenz et l'Institut australien de stratégie politique, qui sont, tout le monde le sait, soudoyés par les Américains, financés par le gouvernement américain, la CIA et les entreprises d'armement américaines et travaillent pour le compte des Etats-Unis. Leurs soi-disant « recherches » n'ont aucune valeur intellectuelle et aucune crédibilité. Si ces pays accusent calomnieusement la Chine du « génocide » contre la population ouïghoure, c'est parce qu'il semble à un larron que chacun lui est compagnon : une projection en miroir des crimes qu'ils ont commis dans leur histoire comme le massacre des indiens d'Amérique et la traite des Noirs. Ce qu'ils ont dit et fait à la Chine, c'est, au mieux, priver la population ouïghoure de ses droits au travail, à la vie et au bien-être, et au pire, priver tout le peuple chinois de son droit à la vie et au développement, ce serait un « génocide » contre le peuple chinois.

Deuxièmement, d'autres en Europe craignent que les Américains ne soient pas contents. Ayant peur qu'un accord d'investissement Chine-UE ne compromette l'alliance transatlantique, ils appellent à une meilleure coordination entre l'Europe et les Etats-Unis et à attendre l'arrivée au pouvoir de l'administration Biden pour affronter ensemble la Chine, sans quoi, selon eux, « en cas de conflit, l'UE sera seule face à la Chine ». Cette idée de se joindre aux Etats-Unis contre la Chine est extrêmement myope. En Europe, les milieux politique, intellectuel et les principaux médias ont tous un sens aigu de l'autonomie stratégique, le président Macron et la chancelière Merkel y sont

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

très attachés, ce que je partage entièrement. Mais il y a aussi, au sein de la société européenne, un fort courant profondément influencé par les Etats-Unis. Ces « atlantistes » font passer les intérêts américains avant les intérêts européens et agissent toujours selon la volonté des Etats-Unis. Le Ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas a bien dit : « Nul besoin de parler de souveraineté européenne si cela doit signifier qu'à l'avenir nous n'agissons que selon la volonté de Washington ». Nous espérons que l'Europe pourra voir les choses à partir de ses propres intérêts et des intérêts communs de l'humanité, sur la base de la réalité des faits, plutôt que de faire siens les intérêts des Etats-Unis et considérer les adversaires des Etats-Unis comme ses propres adversaires. En plus, l'alliance entre l'Europe et les Etats-Unis ne date que de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Elle est née de la guerre froide. Si l'on remonte plus loin dans l'histoire, on voit que l'Europe n'a jamais été alliée, mais un adversaire des Etats-Unis. Même au temps de l'alliance Euro-Américaine après la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis n'ont jamais traité l'Europe comme un partenaire égal, mais comme un vassal. Ce n'est pas moi, mais un ami français qui le dit. Sur beaucoup de questions, en s'alignant sur les Etats-Unis, l'Europe ne devient qu'un faire-valoir et aide à réaliser les objectifs stratégiques des Etats-Unis au sacrifice des intérêts européens. Ce que je ne comprends tout simplement pas, c'est que si les Etats-Unis adoptent une « stratégie Indo-Pacifique », font des menaces militaires et de l'endiguement stratégique contre la Chine, pourquoi des pays européens envoient-ils des navires de guerre à des dizaines de milliers de kilomètres de chez eux, en Mer de Chine méridionale, pour montrer les muscles. Honnêtement, ces quelques navires des pays européens ne peuvent pas menacer la Chine, mais ils empoisonneront l'atmosphère de la coopération sino-européenne. Alors à quoi bon le faire ? L'Europe ne pourra devenir un pôle important dans un monde multipolaire et mieux défendre ses intérêts que si elle fait preuve d'une vraie autonomie stratégique.

Chers Amis, le dernier point que je voudrais aborder, c'est comment renforcer la coopération entre la Chine et l'Europe. L'Humanité est déjà entrée dans une ère de communauté d'avenir partagé. Nous vivons dans un village planétaire interconnecté et interdépendant. Les différents pays ne peuvent plus se disputer entre eux, entrer dans des jeux à somme nulle, ni rester les bras croisés devant les malheurs des autres, s'en délecter, voire faire retomber les malheurs sur autrui. La Chine et l'Europe se trouvent toutes les deux dans une phase importante de développement. 2021 est l'année inaugurale de la mise en œuvre du 14e Plan quinquennal de la Chine. Elle travaillera, sur la base d'une analyse précise du nouveau stade de développement, à mettre en pratique de manière approfondie le nouveau concept de développement et à accélérer la création d'une nouvelle dynamique de développement, de sorte à marquer un bon début dans la perspective de faire de la Chine un pays socialiste moderne sur tous les plans. Nous développerons une ouverture de haut niveau sur l'extérieur et élargirons la coopération gagnant-gagnant avec le reste du monde. L'Europe a aussi devant elle de nombreuses tâches, comme la lutte contre l'épidémie, la reconstruction après l'épidémie, le développement vert, la transition numérique et l'intégration européenne. En 2020, le Président Xi Jinping a eu trois entretiens par visioconférence avec les dirigeants des institutions européennes et cinq entretiens téléphoniques avec le Président Macron, ce qui a joué un rôle de pilotage stratégique important pour le développement sain des relations sino-européennes. La Chine et l'Europe doivent mettre en application intégralement les consensus importants dégagés par nos dirigeants, aller dans la même direction, poursuivre sur cette lancée et travailler ensemble à créer de nouvelles opportunités et de nouvelles dynamiques.

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

D'abord, se respecter mutuellement. La Chine et l'Europe doivent respecter la voie de développement, les intérêts vitaux et les préoccupations majeures de part et d'autre, approfondir la connaissance mutuelle par un dialogue d'égal à égal, et renforcer la confiance mutuelle à travers une communication franche et sincère. En toute franchise, les dirigeants européens aiment critiquer la Chine sur les questions liées à Taiwan, au Xinjiang, au Xizang (Tibet), à Hong Kong et aux droits de l'homme. Les dirigeants chinois ne sont pas contents de constater un tel scénario et le peuple chinois ne peut pas l'accepter. Parce que ces questions relèvent des affaires intérieures chinoises et que beaucoup d'entre elles touchent aux intérêts vitaux de la Chine. D'autant plus que les critiques européennes sont souvent basées sur rien d'autre que des mensonges et désinformations, et donc tout à fait injustifiables. La Chine n'est jamais intervenue dans les affaires intérieures des pays européens. Les Européens aiment parler de la « réciprocité ». Alors pourront-ils donc, dans l'esprit de la « réciprocité », se garder de s'ingérer dans les affaires intérieures chinoises ?

Deuxièmement, renforcer la coopération. Nous sommes appelés à coordonner nos efforts dans la lutte contre la COVID-19 et assurer la distribution équitable de vaccins comme bien public mondial, surtout au profit des pays en développement. Nous devons œuvrer ensemble pour la reprise économique, intensifier les communication et coordination en matière de politiques, construire une économie mondiale ouverte, et remettre en bonne marche les chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales le plus rapidement possible. Il nous faut également renforcer la synergie entre l'initiative « la Ceinture et la Route » et la Stratégie d'interconnexion eurasiatique de l'UE, approfondir les partenariats pour la coopération verte et la coopération numérique, finaliser dans les meilleurs délais la ratification de l'Accord d'investissement Chine-UE, et démarrer au plus tôt les études de faisabilité sur un accord de libre-échange Chine-UE.

Troisièmement, poursuivre fermement le multilatéralisme. La Chine souhaite, ensemble avec l'Europe, renforcer le dialogue et la coordination sur les plans bilatéral, régional et mondial, améliorer la gouvernance mondiale dans le respect du principe d'« amples consultations, contributions conjointes et bénéfiques partagés », défendre le système international axé sur les Nations Unies, construire un nouveau type de relations internationales centrées sur la coopération gagnant-gagnant et une communauté d'avenir partagé pour l'humanité, et soutenir les efforts de part et d'autre dans l'organisation des conférences internationales sur la biodiversité et le climat.

Quatrièmement, gérer adéquatement les divergences. La Chine et l'Europe doivent toujours garder à l'esprit l'aspect dominant de leurs relations que sont la coopération et le développement, travailler à dissiper les malentendus par le dialogue et à régler les problèmes épineux par le développement, gérer adéquatement les divergences, trouver les terrains d'entente par-delà les désaccords, accroître ce qui nous rapproche et réduire ce qui nous sépare. Nous espérons que l'Europe pourra maintenir sa vision stratégique, transcender les différences en termes de systèmes, ne pas regarder les choses à travers le prisme idéologique, mais voir le développement de la Chine d'une façon d'égal à égal et dans une optique plus objective.

Chers Amis, on peut toujours tirer des leçons du passé mais l'Histoire ne se reproduira pas. On dit en Chine que dans un bateau en marche, il est impossible de retrouver une épée en marquant d'une entaille l'endroit où elle est tombée dans l'eau. Le philosophe grec Héraclite disait : « on ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve ». Si la Chine n'a jamais commis d'erreurs aux conséquences irréversibles et qu'elle a obtenu de tels résultats de développement, c'est parce qu'elle se regarde toujours d'une manière objective, regarde le monde en tenant compte des

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

enjeux de notre époque, se développe dans un esprit scientifique et se met fermement du bon côté de l'Histoire. Nous espérons que l'Europe pourra se mettre en phase avec le temps et voir la Chine telle qu'elle est. A cet égard, le rôle du milieu stratégique européen est crucial. Il ne faut pas refuser de regarder en face les aspects positifs de la Chine juste parce que l'on n'aime pas son système politique, et encore moins dénigrer la Chine pour complaire au « politiquement correct ». Si la perception de la Chine par l'Europe devient biaisée, elle commettra des erreurs aux conséquences irréversibles dans son jugement stratégique de la Chine. Ce sera nuisible aux relations sino-européennes et fatal pour l'avenir de l'Europe.

Chers Amis, vous êtes tous des experts chevronnés des questions stratégiques et internationales. J'ai hâte d'entendre vos opinions perspicaces et vos propositions constructives. Ensemble, travaillons pour un meilleur avenir de la coopération sino-européenne, un meilleur avenir de la Chine et de l'Europe.

Joël RUET

Monsieur l'Ambassadeur et cher Lu SHAYE, je vous remercie pour cette présentation très large, très franche également d'un certain point de vue. Je retrouve en tout cas un ton direct qui vous caractérise. Vous avez abordé ce qu'en français on appelle « des sujets qui fâchent », et je vous en remercie, parce qu'il existe un certain nombre d'enjeux qui sont abordés de cette manière directe entre praticiens, entre diplomates mais auxquels le public n'a pas nécessairement accès sous cette forme directe, et qui, par le ton qu'on vous connaît, est aujourd'hui mutualisé avec un public informé, actif sur les relations franco-chinoises et sino-européennes.

Concernant leur dimension économique, sur laquelle The Bridge Tank travaille plus particulièrement, vous avez souligné les conclusions auxquelles nous étions par cet exercice commun arrivés lors de notre forum du 15 octobre quant au besoin d'approfondir, d'être inventif, imaginatif, une relation bilatérale économique qui soit plus verte et fondée sur l'innovation.

Sur de nombreux autres sujets, vous avez à la fois clairement exposé la position officielle de la Chine, avec des plaidoyers nourris en partie par votre style, mais Victor Hugo disait que le style c'est l'homme. Nous avons des spécialistes, des praticiennes et des praticiens autour de cette table et nous serons heureux de les entendre réagir à vos propos, je pense tout aussi directement, à commencer par monsieur le premier Ministre Jean-Pierre RAFFARIN avec la parole franche qu'on lui connaît.

Avant de lui passer la parole, simplement un point. Vous avez abordé assez largement, et évidemment l'actualité s'y prête avec l'arrivée hier de Joe BIDEN à la Maison-Blanche, la relation Union européenne-États-Unis. Tout en restant évidemment attentif à la doctrine chinoise de non-interférence, vous avez là aussi exprimé des points de vue assez forts, des hypothèses formulées par d'autres, mais beaucoup de ces hypothèses mettaient en place une rivalité possible des enjeux, mettant en valeur la nécessaire autonomie stratégique de l'Europe. Je crois que la question de l'autonomie stratégique de l'Europe est une notion déjà très largement partagée, de plus en plus partagée par les Européennes et les Européens eux-mêmes qui certes se réjouissent que la Chine aille dans ce sens, mais je crois que nos intervenantes auront à cœur de vous rassurer : l'Europe a déjà à cœur ces intérêts indépendamment des conseils de ses amis. Vous mentionniez également l'Indopacifique, dont on a peut-être moins d'experts de cette question

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

autour de la table, mais ça n'est peut-être pas simplement une initiative américaine ; c'est là aussi une initiative à laquelle l'Europe elle-même s'intéresse par et pour elle-même.

Ces remarques posées, discutons des points de convergence, des points de consensus, et de ceux sur lesquels il reste à travailler.

Monsieur le premier Ministre, vous aviez déjà honoré le Bridge Tank de votre présence dans un séminaire au mois de juin qui portait sur le monde post-Covid. Je ne sais pas si nous sommes dans le monde post Covid, ni si monsieur LE DRIAN avait raison, le monde post-Covid étant « le monde d'avant, mais en pire », et vous avez toute latitude pour exposer vos vues ainsi que vos réactions à ce qui vient d'être dit.

Jean-Pierre RAFFARIN

Merci de votre invitation et merci de me donner l'opportunité de participer à cet échange que je souhaite très fertile -, qu'il me soit permis de saluer dès le début de cette intervention les amis que vous avez rassemblés. Monsieur l'Ambassadeur de Chine en France, Lu SHAYE, madame Irina BOKOVA que je suis très heureux de retrouver ici, François LOOS qui a fait partie du gouvernement français et que je salue avec affection et amitié. Je salue aussi Sylvie BERMANN qui, sur le sujet qui nous rassemble aujourd'hui, possède une connaissance approfondie et fine. Je salue monsieur l'Ambassadeur Stéphane GOMPERTZ, Fatima HADJ et François QUENTIN.

Tout d'abord, et partant de la coopération globale, du nouveau contexte comme dirait monsieur Lu SHAYE, nous sommes dans une situation où la coopération internationale est plutôt fragile, malade, et est quelque peu en difficulté. Elle est en difficulté parce que dans cette crise 2020-2021 et peut-être plus sur la pandémie, on n'a pas vu une réaction multilatérale, solidaire très puissante s'exprimer. Souvenons-nous de la crise de 2008, 2009 et 2010. On a alors vu des initiatives internationales. Je pense à ce qui a été fait au nom de l'Europe à l'époque pour un G20 très politique au niveau des chefs d'État, on a vu un certain nombre d'initiatives pour apporter des réponses globales et planétaires. Au contraire aujourd'hui, on a vu un virus qui se moquait insolemment des frontières et on a vu des pays qui eux s'abritaient à l'intérieur de leurs frontières. Que ce soit sur le virus, que ce soit globalement sur les masques malgré un certain nombre d'échanges qui ont pu avoir lieu, que ce soit sur les tests, que ce soit aujourd'hui sur les vaccins, que ce soit sur l'OMS dont les États-Unis ont quitté la table, on voit bien que nous sommes dans un contexte de coopération affaiblie. Je crois qu'il faut avoir la lucidité de le mesurer. C'est assez préoccupant parce qu'on voit bien qu'en l'occurrence sur la pandémie. Le problème est mondial, les solutions sont mondiales et au fond, les coopérations restent bien faibles. Il s'agit de quelque chose quelque chose qui je pense est préoccupant dans un monde où nous savons tous et nos chefs d'État le répètent les uns et les autres, qu'on ne peut pas réussir seuls et qu'on a besoin des uns et des autres. Espérons que le nouveau contexte américain va mettre les choses dans la bonne direction. Cela reste un point d'espoir. Nous sommes naturellement vigilants, mais nous espérons que nous sortant de cette poussée, voir cette mode unilatérale qui a conduit à un climat international qui s'approche de la guerre froide et qui est très préoccupante notamment quand on voit qu'à l'occasion des désaccords, une grande puissance, les États-Unis en l'occurrence quitte la table de discussion. Ce qu'on avait vu pour l'UNESCO, on l'a vu quand il a s'agit de mettre en place le dispositif d'arbitrage pour l'OMC et le départ de l'OMS. On voit bien que le multilatéralisme nécessite que, dans les désaccords, on reste autour de la table.

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

Ce qui est annoncé par Joe BIDEN va dans la bonne direction, c'est-à-dire qu'on peut penser repartir dans une logique qui est une logique de renouveau du multilatéralisme qui en a bien besoin et on voit bien que cette logique de guerre froide est une logique très préoccupante. Personnellement, je ne crois pas que les relations entre la Chine et les États-Unis vont se simplifier de manière magique à l'occasion du changement de présidence. On a vu que le secrétaire d'État devant le sénat a fait des déclarations qui s'inscrivaient plutôt dans une certaine forme de continuité. Il s'agit donc d'un sujet majeur parce que si cette guerre froide devait dominer les relations internationales, nous voyons combien il y a de risques d'abord pour la croissance mondiale. La guerre des tarifs n'est évidemment pas une bonne chose et elle pénalise tout le monde. Je pense que la coopération internationale est aujourd'hui menacée par une forme de persistance de guerre froide qui est naturellement quelque chose de difficile, notamment pour l'Europe. Je pense qu'une nouvelle gouvernance mondiale doit être aujourd'hui le grand chantier auquel les uns et les autres doivent travailler. L'Europe d'une part, la Chine d'autre part et naturellement un grand nombre d'autres pays sont attachés à une vision multilatérale, même si ce ne sont pas forcément les mêmes visions. La discussion sur ces sujets est très utile pour chasser l'unilatéralisme, le protectionnisme, toutes ces stratégies de fermeture qui posent de grands problèmes à la coopération internationale et notamment à la croissance mondiale.

La France, le président MACRON notamment, quand il a pris l'initiative de créer à Paris le Paris Peace Forum, est dans cette recherche-là de travailler à une nouvelle gouvernance mondiale. On se souvient que le vice-président chinois avait participé à la dernière édition sur ce sujet. C'est un élément très important de travail en commun d'inventer un multilatéralisme rénové. On voit bien que ce multilatéralisme qui a 75 ans fait aujourd'hui son âge. On voit bien qu'il faut inventer de nouvelles formes et s'adapter à la nouvelle situation du monde. C'est vrai qu'il y a 75 ans, l'Asie n'est pas ce qu'est l'Asie d'aujourd'hui. L'Afrique n'était pas ce qu'est aujourd'hui l'Afrique. Il y a donc un point très important qui doit être envisagé pour construire un renouveau du multilatéralisme. Je pense que c'est un sujet sur lequel l'Europe et la Chine devraient pouvoir travailler ensemble. Nous avons là des visions qui peuvent être communes, encore faut-il échanger et faire de ce renouveau du multilatéralisme un point central de notre coopération politique.

L'Europe naturellement est au cœur de cette réflexion puisque l'Europe n'a pas envie d'être la balle de ping-pong qui reçoit des coups de raquette un jour des États-Unis et le lendemain de la Chine. Elle veut avoir une stratégie qui puisse lui permettre de défendre ses propres orientations et sa propre autonomie stratégiques. C'est un point très important, je crois qu'on peut rassurer monsieur l'Ambassadeur sur ce point-là : il est clair que la dynamique actuelle de l'Europe va vers une défense de sa propre souveraineté. Au fond, il est clair que vis-à-vis des États-Unis notamment et vis-à-vis de la nouvelle administration BIDEN, la France et l'Europe restent des alliées, mais ne souhaitent pas être alignées. Alliées oui, alignées non. C'est-à-dire que nous voulons garder notre indépendance, nous avons bien compris dans l'histoire récente que notre liberté dépendait de notre indépendance. L'Europe veut parler à tout le monde, l'Europe veut pouvoir être un partenaire de l'équilibre mondial, de participer à définir ce que doit être la nouvelle stratégie d'équilibre international, de gouvernance mondiale et donc de définir sa relation avec la Chine dans ce contexte d'une vision équilibrée du monde multipolaire. Cette vision-là naturellement, pour revenir au point évoqué par monsieur l'Ambassadeur, implique de lever un certain nombre de difficultés et de pouvoir parler franchement de ces difficultés. Pour

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

être assez schématique, il y a trois grands cercles qui forment la coopération entre l'Europe et la Chine.

- Il y a d'une part un cercle politique, qui regroupe les systèmes politiques, où nous avons des divergences importantes qui sont des divergences de systèmes politiques fondés sur une pensée fondamentalement différente. L'Ambassadeur a parlé de socialisme, on parle de socialisme à caractéristiques chinoises. Ce n'est pas le modèle sur lequel se fonde la stratégie européenne. On voit bien l'importance du groupe dans la pensée chinoise, on voit bien l'importance de l'individu, de la personne humaine dans la pensée européenne. Il est clair que sur ces sujets, nous avons un certain nombre de désaccords importants. Ce sont sur ces désaccords-là que naturellement se posent les problèmes qui ont été évoqués : le problème de la liberté à Hong Kong, le problème du travail forcé des Ouïghours, le problème de l'indépendance nationale avec Taïwan. Ces sujets-là sont liés à nos divergences politiques entre une vision d'une démocratie libérale européenne et une vision d'un socialisme à caractéristiques chinoises. Ces options-là sont des options clairement divergentes. Ce sont des options qu'il faut regarder avec lucidité. Chaque pays a son indépendance pour définir ses choix politiques. Regardons donc les choses le plus positivement possible et le plus conformément à nos propres convictions. De ce point de vue-là, sur un certain nombre de sujets, c'est engagé, notamment pour l'OMS. Également, ce qu'a été la demande du gouvernement français notamment pour les Ouïghours, c'est d'avoir des missions indépendantes d'observation, des missions internationales qui permettent d'avoir justement une correction de ce qui serait des « mauvaises informations ». C'est dans cette logique-là qu'il faut pouvoir en discuter pour rapprocher les positions parce qu'on voit bien que ce sont des sujets essentiels dans la culture européenne et qu'ils peuvent bloquer l'avancée des autres sujets. Ce cercle politique, il faut le regarder avec lucidité, avec aussi le respect que se doivent des nations qui veulent se parler. Il serait absurde aujourd'hui d'exclure de notre dialogue stratégique une relation de coopération avec la Chine qui va devenir probablement et plus rapidement que prévu encore la première économie du monde. Il y a donc une discussion à avoir et il y a des *processus* à monter. Ce qui a été fait pour l'OMS à Wuhan notamment devrait pouvoir être fait sur un certain nombre de cas. Il faut discuter des conditions, mais il faut pouvoir en parler. C'est une question qui concerne ce premier grand cercle politique.
- Le deuxième grand cercle, c'est le cercle du marché. Sur ce cercle du marché, autant je disais que la coopération est au rouge sur le cercle politique, autant là sur le marché, disons qu'elle est orange dans la mesure où il y a des points positifs et d'autres qui sont à améliorer. On voit bien que la coopération économique est aujourd'hui très importante. Nous avons un certain nombre d'intérêts à défendre. Quand je vois l'importance des entreprises françaises en Chine aujourd'hui, comme les entreprises L'Oréal, Michelin, Schneider, Sanofi, SEB, Suez, Airbus - il y a un certain nombre de sujets sur lesquels les entreprises françaises et européennes ont besoin du marché chinois pour participer à la croissance mondiale. Le marché chinois pour une entreprise française mondiale ou pour une entreprise européenne mondiale, est un marché impératif tout comme l'est le marché américain. Nous ne pouvons pas demander aux grandes entreprises françaises qui veulent être des grandes entreprises mondiales de choisir, de pouvoir être sur un marché mais pas sur l'autre. Ce que veulent nous imposer les États-Unis avec l'extraterritorialité est quelque chose d'inacceptable. Nous devons avoir une indépendance qui fait que les uns et les

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

autres puissent travailler, coopérer ensemble et qui assure que l'accès au marché chinois tout comme naturellement, réciproquement l'accès au marché européen pour les Chinois, doivent pouvoir être construits dans le cadre d'un accord équilibré. C'est très important de voir que nous pouvons progresser sur des thèmes, grosso modo que ce qui est permis chez l'un doit être permis chez l'autre. Donc il y a un certain nombre de sujets qui doivent progresser, notamment sur le terrain des investissements. Mais avec cet accord de principe signé en décembre, on a fait un pas très important et il faut continuer à travailler parce que la coopération est nécessaire. Elle doit s'imposer et pour cela, les dirigeants, les responsables, les entrepreneurs doivent essayer de comprendre comment on arrive à un équilibre des intérêts. Mais autant sur la situation politique nous avons des divergences complexes, difficiles et profondes, autant sur l'exigence de marché nous voyons bien que nous avons des enjeux communs à trouver un équilibre.

- Le troisième cercle, c'est celui de la coopération internationale. Nous voyons bien que nous avons besoin de la Chine, nous Européens. Que la Chine, si elle ne veut pas être enfermée dans un dialogue bilatéral avec les États-Unis, a aussi besoin d'un partenaire important, qu'il faut que nos discussions de la vision du multilatéralisme tel que nous le pensons. Il faut que nous discutons de l'avenir de l'OMS et de l'avenir de l'OMC. Sans organisation internationale puissante, on aura une coopération internationale bancale. Donc, soyons très attentifs à ce qu'il y ait une coopération qui soit travaillée avec un multilatéralisme qui soit respecté de part et d'autre et qui puisse construire cette coopération internationale. Le dialogue peut être ouvert. On peut discuter. On sait le rôle important qu'a eu la Chine dans l'Accord de Paris. On voit bien que la Chine a joué un rôle très important quand les États-Unis se sont retirés d'un certain nombre d'organisations internationales. Et on voit bien que la Chine a une action favorable à la coopération internationale, notamment à l'ONU. Dans ce contexte, on voit bien tout notre intérêt à pouvoir travailler ensemble.

Donc quand on envisage ces trois sujets, on voit bien qu'on a besoin de coopération, de franchise, on a besoin aussi du respect des uns et des autres, on a besoin aussi d'équilibrer nos intérêts et on a besoin évidemment de pouvoir construire une coopération. Je pense vraiment qu'il y a une position chinoise et une position française qui sont assez voisines. Quand on a découvert à l'occasion de la pandémie qu'on ne pouvait pas avoir de Paracétamol français dans notre pays, s'est posée la question dans tous nos médias de la souveraineté européenne. Le Président MACRON, à plusieurs reprises, a défendu cette idée qu'il y a des sujets sur lesquels nous avons besoin d'exercer notre souveraineté. C'est un sujet important, je me souviens que le Président de la République française dans une rencontre avec une délégation chinoise importante disait « je veux pouvoir construire des avions donc j'ai besoin de souveraineté en matière d'acier et je souhaite que l'acier puisse bénéficier d'un certain nombre de *processus* qui sont des *processus* de souveraineté ». Cette idée-là implique que le commerce international peut être ouvert avec une part qui relève de la souveraineté avec une autre part qui procède de la coopération. Il y a les sujets sur lesquels on peut coopérer et il y a les sujets sur lesquels on veut se protéger. Cette discussion est nécessaire aujourd'hui.

Aucun pays ne peut dire à son peuple je n'ai pas de souveraineté, j'abandonne ma souveraineté. Nous européens, nous avons besoin de la part de souveraineté française dans une souveraineté européenne. Nous voyons bien que c'est un débat qu'il faut avoir et la Chine a des positions voisines. D'ores et déjà, elle pratique cette vision-là avec d'une part les secteurs où elle veut protéger son économie et où elle s'organise pour se protéger ainsi, et d'autre part les secteurs sur

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

lesquels elle veut accueillir les investissements, elle favorise le commerce international, les exportations et des importations. Et donc il y a vraiment une dialectique à bâtir, qui est une dialectique qui accepte l'idée de coopération tout en affirmant la nécessité d'une certaine souveraineté. Donc avec la Chine, on a tout intérêt aujourd'hui à avoir des discussions, y compris sur les sujets difficiles en trouvant des solutions pour essayer de faire en sorte que sur les sujets difficiles il puisse y avoir des visions qui peuvent être à un moment ou à un autre rapprochées. Par exemple, sur une mission indépendante, comme on le voit avec l'OMS - et les interventions de Jean-Yves LE DRIAN vont dans cette direction - c'est une bonne direction pour pouvoir avoir une confiance qui soit forte entre les différents pays. Aujourd'hui la confiance peut être entamée, y compris par un certain nombre d'effets de propagande qui aujourd'hui foisonnent dans cette guerre froide. Naturellement, on voit un certain nombre de forces qui viennent utiliser telle ou telle cause pour leur propre intérêt plus que pour la cause elle-même. Il y a beaucoup de manipulations sur ces sujets et il nous faut revenir à des états de confiance. Les états de confiance ne peuvent se faire que par le dialogue reconnaissant les divergences, affirmant les volontés de coopération. On ne peut pas nier l'importance de la coopération avec la Chine.

Cette coopération selon moi doit s'articuler autour de trois axes. Je suis là vraiment en harmonie avec ce qui était dit précédemment et ce qui se pratique aujourd'hui entre nos deux diplomaties.

- Il y a un volet stratégique qu'il faut pouvoir poursuivre. Ce volet stratégique, il peut concerner en effet nos questions d'indépendance. Ce sont les questions de transport, les questions d'énergie, les questions de ville durable, de *smart city*, les questions d'innovation, un pôle qui est stratégique notamment dans notre coopération, qui est une coopération très ancienne. On a déjà des résultats et des savoir-faire. On a des possibilités de progrès c'est pourquoi il est important d'avoir ce pôle stratégique qui peut être articulé d'ailleurs avec la deuxième priorité de notre coopération, qui peut être la coopération en pays tiers.
- Notamment je pense à Afrique où là il y a un certain nombre de sujets qui sont ouverts. Par exemple, il y a eu un accord entre monsieur VALLS et monsieur Li KEQIANG pour organiser un sommet à Dakar sur la coopération en pays tiers. On voit que les Africains souhaitent travailler avec la Chine, souhaitent travailler avec l'Europe. Ne pouvons-nous pas créer une dynamique où chacun puisse apporter ses capacités et ses intérêts de manière à avoir, dans l'intérêt de l'Afrique, et avec l'accord des Africains, une coopération en pays tiers ? Nous voyons aujourd'hui la construction d'une centrale nucléaire au Royaume-Uni entre la Chine et la France. Ce sont des projets qu'il nous faut chercher à développer. C'est vrai du point de vue français, c'est vrai du point de vue européen, la coopération en pays tiers entre la Chine et la France, entre la Chine et l'Europe est vraiment un axe stratégique très important. La stratégie, pour le dire clairement, au fond c'est la coopération historique qu'il nous faut développer, qu'il ne faut pas abandonner. On connaît l'importance de la durée dans la culture chinoise. Il faut continuer ce sillon. Il faut construire la coopération en pays tiers.
- Récemment des discussions ont eu lieu sur les routes de la soie. Souvenons-nous du discours de monsieur MACRON à Xian où il demandait que les routes de la soie incluent deux caractéristiques nouvelles à intégrer dans le projet. D'une part une route à double-sens Chine-Europe, mais aussi Europe-Chine et qui soit une route ouverte, avec naturellement une approche climato-compatible. C'est-à-dire que globalement, on puisse

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

avec les Chinois, construire des coopérations dans le domaine du climat. Comment rendre nos grands projets, y compris nos projets d'infrastructure, climato-compatibles avec l'Accord de Paris et qui contribuent au développement soutenable. C'est très important d'aller dans cette ligne-là notamment pour nos investissements prioritaires qui nous intéressent tous puisque ce sont des investissements qui sont portés à la fois par le digital, la révolution numérique, mais aussi par toutes les exigences d'innovation pour cette économie et cette transition énergétique qui est nécessaire, transition écologique auxquelles l'ensemble des pays travaillent.

Voilà donc ce qui pour moi est aujourd'hui important, c'est de développer cette coopération. Donc au fond, dans l'avenir proche, ce qu'il faut bien marquer, c'est que la France veut parler avec tout le monde qu'il est hors de question de se laisser imposer une rupture de dialogue par un partenaire international qui exigerait de nous le silence. Donc il nous faut aujourd'hui avoir une vision ouverte dans nos intérêts, ouverte à une coopération pour être ce pays qui, comme le général de Gaulle le souhaitait, parle avec tout le monde.

Tout ceci dans le cadre d'une vision avec d'un côté une lucidité et une franchise pour traiter les questions politiques difficiles et de l'autre côté une discussion ouverte aussi ferme sur la nature de notre coopération avec ces deux clés qui sont très importantes. Maintenir une coopération dans une logique traditionnelle de nos investissements pour continuer cette bonne implantation des entreprises françaises qui sont aujourd'hui en Chine. Mais d'autre part, travailler à tout ce qui est l'économie nouvelle du pays. La coopération avec la Chine doit être pour nous un axe stratégique international important, voilà la lucidité qu'il nous faut. Je n'aime pas beaucoup le terme de naïveté. Quand aujourd'hui j'entends beaucoup de dirigeants qui disent « il ne faut pas être naïf », je n'ai pas l'impression que les Présidents Giscard D'ESTAING, MITTERRAND et CHIRAC étaient des grands naïfs. Ils savaient ce qu'étaient les relations internationales. Nous savons bien que dans les relations internationales, ce sont les intérêts qui dominent et que chaque pays défend ses propres intérêts. Monsieur BIDEN ne sera pas un président américain qui travaillera dans l'intérêt de l'Europe. Ce qu'il nous faut, c'est de faire en sorte que les intérêts de l'Europe puissent profiter des stratégies américaines, mais à condition que nous soyons indépendants, car c'est cette indépendance-là qui fait la liberté. La liberté est la première valeur de l'engagement européen.

Joël RUET

Monsieur le premier Ministre, cher Jean-Pierre RAFFARIN, merci de cette parole très franche et très vive également, très informée. Vous l'avez dit, l'Europe est cette partie du monde qui parle à tout le monde et ne rompt avec personne, évacuant les différents scénarios, hypothèses, points de vue que l'Ambassadeur Lu SHAYE a mentionnés et qui n'étaient pas les siens, citant des analyses qui s'inquiétaient d'un possible éloignement entre l'Europe et la Chine. Crainte qui a pu être partagée au tout début de la guerre économique et commerciale de la rivalité sino-américaine, crainte évoquée par un certain nombre de délégations chinoises de haut niveau que nous avons reçues, que divers think tanks parisiens ont reçues. Cette crainte, cette rupture est une « guerre de Troie qui n'aura pas lieu » et de même la rupture avec les États-Unis n'aura pas lieu non plus. Monsieur le premier Ministre, c'était très important pour nous de vous l'entendre dire. En effet votre intervention conduit à un utile recentrage du débat, recentrage sur trois points d'intervention : trois cercles et trois priorités. Un recentrage aussi sur une approche des relations internationales qui n'est pas naïve et qui n'a pas besoin d'aller chercher des scénarios, des

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

hypothèses par trop complexes. La question des intérêts, la question des points sur lesquels on peut travailler et la question du retour à l'état de confiance que vous mentionniez est extrêmement importante. Je livre cela à la suite de nos panelistes qui sont des praticiennes et praticiens de cet état de confiance, y compris, vous l'avez dit, sur les sujets difficiles.

Le sujet de la pandémie est un de ces sujets difficiles, un sujet qui a peut-être été rendu trop difficile ou plus difficile qu'il n'aurait pu l'être ou dû l'être par des incompréhensions des deux côtés. Un certain nombre de critiques occidentales contre la Chine se sont exercées au mois de février-mars. C'est vrai que si on fait le ménage dans notre propre jardin, on s'aperçoit que ces critiques contre des politiques publiques ont été finalement les mêmes politiques publiques mises en œuvre assez vite ensuite. On a vu parfois les mêmes journaux occidentaux qui ont un moment critiqué la Chine et son confinement, deux mois après dire qu'il aurait fallu faire comme la Chine. Mais, et c'est aussi ce qu'on explique à nos amis chinois, c'est aussi la beauté de cette presse occidentale : elle est à l'inverse ouverte à différents points de vue, et ses grands titres, y compris américains, ont aussi également ouvert des tribunes à des voix critiques contre la Chine et à des voix positives envers la Chine, voire à des voix chinoises officielles puisque le New York Times au pire moment de la rivalité économique, et au pire moment de la critique sur Hong Kong donnait la parole au représentant spécial de Beijing à Hong Kong. Les plateformes, les voies de ce dialogue sont importantes et vous l'avez rappelé, monsieur RAFFARIN, ce qui est important c'est la confiance et c'est la volonté de discuter.

Je vous remercie donc et je passe la parole à Irina BOKOVA qui je crois aura à cœur de nous faire partager son expérience de praticienne des Nations Unies. Vous parliez d'un système multilatéral qui a 75 ans, monsieur le premier Ministre, c'est évidemment des Nations Unies et de leur réforme dont il s'agit. Irina, vous venez à peine de quitter la direction générale de l'UNESCO. Vous venez de quitter les Nations Unies, mais vous êtes toujours très en contact avec le nouveau secrétaire général, monsieur GUTERRES, et vous travaillez beaucoup avec l'ancien secrétaire général BAN KI-MOON. Irina, je suis ravi et nous sommes toutes et tous ravis de vous entendre sur ce sujet.

Irina BOKOVA

Merci beaucoup Joël. Merci pour cette opportunité d'avoir ce débat je dirais stratégique. Je dis un débat stratégique parce que les deux grandes puissances, l'Union européenne et la Chine aujourd'hui jouent un rôle primordial dans les efforts sur la manière de transformer, réformer le système multilatéral qui est affaibli, qui a subi des attaques. Le système multilatéral avait déjà des problèmes bien avant la crise du Covid. Comme le disait Antonio GUTERRES, le secrétaire général des Nations Unies, la crise du Covid a scanné le système multilatéral : ses défis, ses défaillances, mais aussi ses opportunités. Jean-Pierre RAFFARIN a mentionné l'anniversaire des Nations Unies, 75 ans. Je mentionnerais aussi un autre anniversaire parce que l'année 2020 était pleine d'anniversaires. C'est aussi le 45ème anniversaire de l'établissement des relations entre la Chine et l'Union européenne. Malheureusement à cause du Covid, on ne pouvait pas fêter ces anniversaires. Je mentionnerais aussi un autre anniversaire qui m'est très cher, 25 ans après la conférence de l'égalité des femmes. Ce développement a eu lieu à Beijing avec l'adoption de la déclaration de Beijing qui est toujours le document le plus progressiste dans le domaine de l'égalité des genres et des droits des femmes – même 5 ans après l'adoption de l'agenda 2030 et l'Accord de Paris.

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

Je mentionne tous ces anniversaires parce qu'ils montrent dans une atmosphère plus négative, avec un multilatéralisme affaibli dont monsieur l'Ambassadeur et Jean-Pierre parlaient sur des tons différents. Le multilatéralisme ne fonctionne que s'il y a la volonté politique, s'il y a aussi une coopération dans les circonstances de divergences géopolitiques, politiques, et le reste. Des grands sujets de l'humanité sont en jeu pour lesquels les Nations Unies servent de plateforme-cadre pour la réalisation et pour l'adoption de documents stratégie globale.

Je voudrais mentionner trois sujets. Tout d'abord, l'Agenda 2030 et comment l'Union européenne et la Chine peuvent aussi continuer à coopérer. Mais aussi mentionner brièvement la biodiversité et le climat. Et aussi parler de l'Afrique et évoquer comment l'Union européenne et aussi les États Unis, au sein des Nations Unies, peuvent coopérer avec la Chine.

- Sur l'Agenda 2030, le moteur a été l'Union européenne. Il s'agit d'un agenda global. C'est un agenda qui a été travaillé d'une manière inclusive basée sur le développement du millénaire. La Chine n'était pas seulement présente mais elle a apporté par son propre développement une contribution énorme sur l'aboutissement du développement du millénaire. Le PNUD, les différents rapports des Nations Unies soulignent le développement spectaculaire de la Chine, pas seulement économique, mais dans le domaine du développement humain : ces éléments sont les plus importants lorsque l'on parle de l'Agenda 2030. C'est un vaste sujet sur lequel je souhaite m'attarder. Je me souviens très bien qu'après l'adoption de l'Agenda 2030, la Chine a lancé une campagne impressionnante sur le plan économique, économique et social intitulée « la réduction ciblée de la pauvreté », qui est aussi un des objectifs de développement du millénaire. Il vise à éradiquer l'extrême pauvreté en Chine au niveau rural à l'horizon 2020, c'est-à-dire 10 ans avant l'agenda des objectifs de développement du millénaire. En novembre, cet objectif a été accompli. La Chine a annoncé l'élimination de l'extrême pauvreté. Ainsi, la Chine a contribué à la réalisation, à la mise en œuvre de l'Agenda 2030. C'est un exemple aussi pour les autres pays. C'est un exemple de réalisation de tâche historique plus important bien avant certains pays. Il faut souligner les circonstances difficiles et complexes de la pandémie. C'est dans ce contexte un message fort. L'Union européenne et la Chine doivent encourager ces réflexions autour de la mise en œuvre de l'agenda 2030. En effet, certains avis divergent quant à la possible mise en œuvre de l'Agenda 2030 à cause du covid. La Chine nous donne un exemple. Avec l'UE, les deux grandes puissances doivent travailler ensemble pour une réalisation de l'Agenda 2030 parce que les conséquences du covid sont vraiment négatives. Antonio GUTERRES, le secrétaire général, a parlé de 25 ans qui pourraient être perdus s'il y avait un recul de la lutte contre la pauvreté, de la biodiversité et dans la plupart des objectifs de l'Agenda 2030.
- Le climat et la perte de la biodiversité : l'OMS a établi des liens entre pandémie, perte de la biodiversité, les conséquences du climat et probablement d'autres conséquences néfastes. C'est absolument clé qu'il y ait une coopération entre l'Union européenne et la Chine. L'annonce du Président XI JINPING des objectifs de la Chine lors de la dernière session de l'Assemblée Générale des Nations Unies en témoigne déjà. Comment aboutir à une économie verte, zéro émission à l'horizon 2060 ? Avec le Green Deal, le Pacte Vert de l'Union européenne, il y a beaucoup de repères d'une coopération plus approfondie dans ce domaine. L'engagement de la Chine est proche de ces plateformes des Nations Unies. Il y a une dynamique très positive dans d'autres domaines de la coopération. Il faut mentionner la convention sur la lutte contre la sécheresse dont la Chine a accueilli la COP.

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

Il faut également mentionner la convention sur les biodiversités. Elle a été reportée mais devrait être organisée en Chine cette année. Alors cet engagement, qui est croissant, de la Chine doit être non seulement encouragé, mais doit aussi s'exprimer dans des coopérations plus étroites entre l'Union européenne et la Chine sur la base de l'objectif de développement du millénaire.

- Comment le multilatéralisme doit être revitalisé et comment trouver une synergie plus étroite entre l'Union européenne et la Chine : concernant l'Afrique, il s'agit d'un pan entier de stratégies. C'est un objectif stratégique pour l'Union européenne et pour la Chine. Dès lors, il est tout à fait normal que les deux puissances coopèrent. Ce n'est pas seulement à cause du Covid. Mais le Covid a mis l'accent sur certains sujets, qui pourraient se présenter sous quatre formes de coopération:
 - o La santé, les systèmes de santé qui sont très faibles en Afrique sur la base de l'Agenda 2030.
 - o La sécurité alimentaire avec les conséquences du Covid. La contraction de l'économie et du commerce global, qui a créé une tendance à la pauvreté accrue
 - o La transformation et la transition écologique
 - o L'Afrique a créé une zone de libre-échange très ambitieuse sur tout le continent africain. La Chine et l'Union Européenne peuvent coopérer et aider à renforcer et mettre en œuvre ces ambitions

Voilà mes quelques remarques sur le multilatéralisme et comment la Chine et l'Union européenne peuvent, doivent et ont la responsabilité de coopérer pour renforcer le multilatéralisme, transformer et réformer le système onusien avec tous les composants.

Joël RUET

Merci beaucoup Irina d'avoir insisté sur la notion des responsabilités. Il y a l'engagement qui a été souligné par Lu SHAYE, par Jean-Pierre RAFFARIN. Il s'agit également d'une responsabilité d'être autour de la table. Certains sujets fâchent, mènent à des incompréhensions - qu'ils soient difficiles, délicats ou très difficiles mais par ailleurs toujours stimulants. Merci également à tout le monde d'avoir mentionné l'Afrique. Le Bridge Tank est un think tank franco-sino-indo-africain. 2021 est une année importante puisqu'il y aura comme tous les trois ans un sommet Chine-Afrique qui sera cette année hébergé par le Sénégal, pays évidemment très proche de la France. Les uns et les autres avons à y contribuer, mais nous y reviendrons plus tard lors de cette année 2021.

Je vais passer la parole à monsieur le Ministre François LOOS qui était ministre de l'Industrie, du commerce extérieur du gouvernement de Jean-Pierre RAFFARIN. François, tu étais membre du gouvernement et as mené de multiples engagements envers la Chine et envers le commerce extérieur, envers la réforme industrielle continue avant, pendant et après tes passages dans ces fonctions de ministre. L'Ambassadeur Lu SHAYE mentionnait la possibilité d'une politique industrielle américaine. Je serais tenté de dire qu'une politique industrielle américaine ne ferait que dire son nom à des pratiques américaines déjà existantes. Dans une logique de souveraineté bien comprise, différentes parties du monde, l'Europe en premier chef, assument une politique industrielle et l'Europe assume ses intérêts économiques et commerciaux auprès des différents blocs.

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

François LOOS

Merci Joël de m'avoir invité à cette manifestation. Merci Jean-Pierre RAFFARIN. Merci monsieur l'Ambassadeur Lu SHAYE, d'avoir été aussi concret, d'avoir précisé toutes les questions sur lesquelles vous sentez les problèmes de l'opinion publique.

Nous verrons que le traité dont on parle ne suffit sans doute pas à donner la confiance nécessaire pour les relations industrielles avec la Chine et l'Europe. Au travers d'un livre écrit par un cadre d'Alstom, on a le sentiment que les priorités industrielles dominent largement tout le reste et que les Américains dans ce domaine sont capables de tout. Au travers de mon expérience, tout ce qu'on s'imagine, existe vraiment. La meilleure façon d'écarter les thèses complotistes pour nos concitoyens est d'être précis, concret et d'inspirer la confiance, une confiance qui ne s'acquiert qu'à la longue et difficilement parce qu'on part d'une ambiance qui en général n'est pas confiante. Pour traiter cette question de la confiance, il faut traiter et analyser dans le traité (l'Accord de principe sur l'investissement UE-Chine) les questions qui vont forcément faire l'objet de débats, de précisions dans les semaines et les mois à venir après sept ans de négociations. Dans le texte du traité, je relèverai un certain nombre choses, mais qui peuvent faire basculer la confiance que l'on peut donner à la Chine pour investir dans nos pays, vis-à-vis de l'opinion ou vis-à-vis des industriels et du monde économique en général.

- Il a été inscrit dans le projet du traité que la transparence sur les subventions serait acquise. Mais en inscrivant cela, on se rend compte que l'on vient de loin et, que ce soit nécessaire de préciser que la transparence est acquise, témoigne qu'elle ne l'était pas et que ça n'était pas du tout dans la coutume de le faire.
- Le traité est favorable aux services. Cela veut dire qu'on peut prendre des participations dans les hôpitaux ou qu'on peut prendre des participations dans les maisons de retraite. Autant de domaines dans lesquels la Chine a besoin de fonds. Si les fonds viennent de l'étranger, ils sont encore bien accueillis. Il n'y aura plus besoin de créer des coentreprises, on pourra être propriétaire de son activité en Chine. Mais là aussi, combien de temps a-t-il fallu pour en arriver là ?
- Il y aura des visas pour les spécialistes et cela risque de créer un syndrome du plombier chinois comme il y a eu celui du plombier polonais en 2005 lorsque l'élargissement a fait rentrer la Pologne dans l'Union européenne. Le même problème risque de se poser avec les visas pour spécialistes.
- Il n'est pas dans le traité prévu de situations pour le règlement des différends. Ce point a beaucoup mobilisé les journalistes sur les accords de libre-échange que l'on avait en préparation avec le MERCOSUR et le Canada. Il ne faut pas se tromper dans ce domaine et avoir quelque chose de véritablement équilibré. Le règlement des différends est fondamental.
- Dans ce traité, à part l'industrie automobile, l'industrie n'est pas traitée. Cela signifie qu'on a soigneusement mis de côté le sujet industriel pour ne traiter que celui de l'automobile, pour garantir aux industries allemandes de pouvoir conserver leur rang dans ce domaine au plan international et leur rang en Chine en particulier au moment où la voiture électrique arrive sur le marché et arrive dans les différents pays à des parts de marché tout à fait substantielles.

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

Ces questions qui font que la confiance va être acquise ou pas seront débattues au parlement européen. Rien ne présage aujourd'hui de la position que prendra le parlement européen sur ce traité au moment de sa ratification. Des mauvais esprits sont pessimistes, d'autres se disent que ça passera forcément parce que l'enjeu économique est considérable. Cet argument est important. Au-delà de cet argument, c'est la confiance qu'il faut gagner et garder de façon à ce que la ratification au parlement européen ou l'acceptation par les entreprises de prendre ces risques sur la base de ce traité soit suffisante. Ce texte est représentatif du monde libéral dans lequel nous sommes, c'est-à-dire dans le monde du commerce, qui a vu entrer la Chine dans l'OMC en l'an 2000. Maintenant, il s'agit des investisseurs. Ces investissements doivent être très importants pour qu'on puisse profiter de la croissance chinoise et pour qu'on puisse faire profiter nos pays européens de cette avancée dans la technologie, de cette avancée dans l'environnement, de cette avancée que la Chine est en train de construire. Nous sommes une économie libérale, mais notre époque aujourd'hui revient à discuter de la dépendance, le contraire de l'indépendance. L'indépendance, le général de Gaulle avait constaté qu'elle n'était pas garantie qu'il lui fallait être plus indépendant par rapport aux situations à traiter. Nous avons acquis notre indépendance nationale sous l'ère Pompidou avec le TGV, les Airbus, le plan calcul qui n'a pas fonctionné, mais qui avait été lancé. L'indépendance est quelque chose qu'aujourd'hui le Covid nous a rappelé comme étant une chose de très importante et qu'on ne l'atteint pas forcément. Dans ce contexte, les politiques se construisent avec non pas seulement la confiance sur les activités commerciales, économiques en général, mais avec des champions nationaux qui vont faire en sorte que dans leur domaine, l'indépendance, la non-dépendance de la France et de l'Europe soit acquise.

Concernant cette non-dépendance, la Chine et l'Europe partagent des sujets en commun dans ce domaine. Sur les questions énergétiques, la Chine est importatrice. Sur les questions alimentaires, la Chine n'a pas suffisamment de surface agricole par rapport à la population chinoise. Les questions de matières premières, la Chine y intervient massivement pour protéger des terres rares parce que c'est un bien qui y représente plus que la proportion de l'économie correspondante. La Chine peut donc distribuer à qui elle souhaite les terres rares. La Chine peut répartir la pénurie. Il faut que nous partagions avec la Chine nos réflexions dans ce domaine. Les visions du futur qui sont utiles à l'économie portent sur les questions dont on est sûrs qu'elles continueront à se poser dans les années qui viennent. L'alimentation, l'énergie, les matières premières, certaines technologies sont des sujets sur lesquels nos visions du futur devraient être les mêmes.

Le véritable multilatéralisme est lorsque l'on arrive à s'entendre sur ces visions du futur. Les normes et les régulations sont nécessaires pour les faire exister et de façon collective. Sur cette branche de l'économie moderne, de l'investissement, il faut que l'on travaille ensemble et si possible avec les États-Unis, pour que les questions d'environnement, les questions d'énergie, les questions de matières premières, les questions d'alimentation aient un horizon compréhensible et partageable par nos collègues des autres pays européens et des États-Unis et de la Chine.

Je suis engagé dans ces questions depuis une vingtaine d'années et je constate que la Chine a fait des progrès considérables dans tous les domaines. La Chine a des champions maintenant alors qu'il y a dix ans, c'étaient des entreprises moyennes et qu'aujourd'hui ce sont des grandes entreprises. Nous avons à partager nos visions du futur et à générer de la confiance à partir de l'éclairage que l'on donne au parlement européen, aux élus, à tous ceux qui doivent arriver à faire en sorte que notre société tout entière partage ces avantages et partage cette confiance.

Merci Joël, de m'avoir donné l'occasion de le dire, mais tout le travail commence.

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

Joël RUET

Merci François de souligner que le travail commence. Il y a deux voies. Il y a tout d'abord la question finalement des normes et des régulations. Tout le travail reste à faire au-delà de cet accord de principe sur cette question des normes et des régulations. La deuxième question est celle d'un traité autour de l'investissement, qui ne parle pas d'industrie ou de modèles d'affaires. Quelque part un plaidoyer reste à faire pour que les négociations, les discussions, sortent vraiment d'une ère d'un commerce désincarné, d'un investissement désincarné, pour revenir vraiment aux questions industrielles.

Comment pouvons-nous entendre, comment pouvons-nous donner à ces industries d'avenir une place dans les discussions économiques, c'est un des sujets que je vous livre Sylvie BERMANN et Stéphane GOMPERTZ.

Madame l'Ambassadeure, chère Sylvie BERMANN, vous avez connu la Chine dans les deux facettes de son identité chinoise, à ses moments de Yin et de Yang, temps qui se rapprochent en une certaine permanence chinoise. Fidèle à votre habitude, je sais que vous interviendrez également très librement Sylvie, et suis ravi que vous participiez à nouveau à nos travaux.

Sylvie BERMANN

Merci beaucoup Joël pour cette invitation. Nous avons déjà eu une discussion très intéressante le 15 octobre et qui se situait à un moment où on attendait cet accord sur l'investissement. Ce que la crise du Covid a révélé, c'est un certain nombre de tendances lourdes en fait qui existaient déjà. Il y a une prise de conscience qu'effectivement tout le monde a évoquée avec le terme de guerre froide, je ne sais pas si c'est une guerre froide ou chaude, mais en tout cas c'est problématique et la relation entre les États-Unis et la Chine sera déterminante dans les années qui viennent. Pour autant, ça ne doit pas être un G2, ce n'est l'intérêt de personne. Le triangle constitué avec l'Union européenne sera également essentiel.

Donald TRUMP a compris qu'il allait perdre les élections à cause de sa mauvaise gestion de la crise du covid. Il a renforcé ses critiques vis-à-vis de la Chine. Joe BIDEN aura d'autres manières, sans doute de meilleures manières que celle de Donald TRUMP, mais il y a un problème de rivalité qui se posera de manière très claire.

Ce qui a changé aussi en Europe est la perception de l'Europe par rapport aux États-Unis. On avait tendance à les considérer comme alliés, amis. Les quatre ans de présidence TRUMP ont changé la donne. Il y a une méfiance maintenant dans les sociétés occidentales par rapport aux États-Unis. Cette autonomie stratégique de l'Union européenne, cette souveraineté de l'Union européenne est maintenant renforcée chez les gouvernants, mais également dans les opinions publiques.

Vis-à-vis de la Chine, il y a davantage de méfiance. Le fait de ne plus pouvoir se rencontrer, pas seulement entre dirigeants, mais qu'il n'y ait plus de voyage, qu'il n'y ait plus d'étudiants, qu'il y ait de moins en moins d'échanges, joue un rôle également, d'où cette idée effectivement qui a été évoquée de reconstruire la confiance. Nos régimes, le Premier ministre l'a dit très clairement, sont différents. Evidemment, cela engendre des difficultés. Nous avons une opinion publique qui est très forte dans nos pays et la préoccupation par rapport aux Ouïghours est essentielle. Nos gouvernements le prennent en considération. A cet égard, les concessions qui ont été faites par la

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

Chine sur la question du travail forcé ont été appréciées et permettent aussi au Président de la République, entre guillemets, de « vendre cet accord. ». Cet accord qui est un accord de principe devrait être validé par le parlement européen qui, si on a entendu certaines voix divergentes, devrait néanmoins être adopté définitivement sous la présidence française de l'Union européenne en 2022.

Ce qui a changé est cette prise de conscience de l'Union européenne qu'il était indispensable d'être autonome, d'être souverain. Si l'Union européenne a mal commencé l'année, a mal géré ou a géré individuellement la crise sanitaire, elle s'est aussi rattrapée en fin d'année. L'Union européenne s'est renforcée autour d'un certain nombre d'évènements. Il y a d'abord eu la solution qui a été donnée à la crise du Brexit qui permet à l'Union européenne, comme l'a dit madame Von Der Leyen, de mettre cela derrière nous et de travailler au renforcement de l'Union européenne dans d'autres domaines. L'Union européenne a été solidaire, a été forte, beaucoup plus que ne le pensaient nos amis britanniques. Cela a été un succès pour l'Union européenne. Même si c'est une amputation, mais cela avait été le choix des Britanniques.

Ce qui est essentiel aussi est la revitalisation du moteur franco-allemand. Il n'allait pas très bien. La décision qui a été prise par madame MERKEL d'avoir une dette mutualisée et d'avoir ce plan de relance est déterminante pour l'avenir parce qu'il y a une vraie vision, une vraie force européenne. L'Union européenne reste le plus grand marché du monde, comme le savent les États-Unis, comme le sait également la Chine.

Il y a un certain nombre de critiques et des accusations de naïveté. Il faut répondre de manière très claire et aussi par des faits. C'est un accord qu'on nous a accusés d'adopter dans la précipitation. Or, les négociations sont en cours depuis sept ans. D'autre part, il répond à des demandes formulées par l'Union européenne. Chaque année, il y avait un rapport de la chambre de commerce européenne à Pékin qui demandait à la Chine un certain nombre d'améliorations. Ces améliorations sont intervenues. L'accord est intervenu aussi, même s'il s'agit d'un travail encore en cours. Le ministre François LOOS a évoqué la question du règlement des différends, mais cela sera à l'ordre du jour dans les mois et les années qui viennent. Les décisions sur un meilleur accès au marché, la transparence sur les subventions, la fin de l'obligation des transferts de technologie, la fin de l'obligation de co-entreprises encore une fois sont dans le prisme des intérêts de l'Union européenne, dans les intérêts réciproques des deux parties. Il ne faut pas avoir des positions idéologiques, mais rappeler qu'il s'agissait de demandes de l'Union européenne que nous avions souhaitées voir aboutir en fin d'année. C'est un succès.

Concernant les coopérations, je partage la définition de Jean-Pierre RAFFARIN sur les trois piliers évoqués. Il va y avoir des sujets très importants dans l'année qui vient, notamment la conférence du climat, la COP26 à Glasgow. L'Ambassadeur Lu SHAYE en a parlé. La contribution de la Chine sera déterminante comme elle l'a été pour la COP21. La question de la biodiversité autour du sommet devrait susciter beaucoup de méfiance vis-à-vis de la route de la soie, beaucoup d'incompréhension. Il faudrait pouvoir travailler sur des projets communs entre la France, l'Union européenne, la Chine, le long des routes de la soie, que ce soit en Afrique qui a été mentionnée, ou que ce soit en Asie centrale. Il serait important de ne pas considérer les routes de la soie comme un projet hégémonique, mais comme un projet économique qui favorise des infrastructures.

Concernant la gouvernance mondiale avec l'Union européenne, celle-ci est une puissance normative. Pour revenir sur l'accord, les normes européennes feront foi également dans notre

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

pays, comme à chaque fois qu'on se met d'accord sur ce type de traités. Sur la gouvernance internationale, c'est l'affaire de l'ONU et de l'OMS. Au travers de ces organisations, la possibilité des missions est à mettre en lumière, avec des observateurs indépendants. Le triangle Chine-États-Unis-Europe fait véritablement sens dans ce monde post-Covid.

Joël RUET

Merci Sylvie d'avoir précisé un certain nombre de points. Rappelons que nous sommes dans un forum Union européenne-Chine mais le troisième acteur, l'acteur caché que sont les États-Unis, est présent bien qu'il ne soit pas mentionné dans notre intitulé. Merci d'y être revenue dans une logique qui a été mentionnée, d'assumer les souverainetés nationales. Peut-être que le monde post-Covid est un monde gaullien. Merci d'avoir précisé également que, malgré le contexte d'une signature d'un accord important un 30 décembre, en fin de présidence allemande de l'UE, il s'agit d'un accord qui a été traité, discuté, négocié pendant des années sur lesquelles il y a un processus qui aujourd'hui fait avancer la démarche européenne, même s'il soulève un certain nombre de questions. François LOOS l'a plus que suggéré sur les rapports entre l'automobile allemande, l'automobile Française et Chinoise, on n'a pas toujours besoin des Américains pour avoir des enjeux très stratégiques à discuter entre européens et l'on retrouverait ces mêmes questions sur les Télécoms intra-européens. Sur la question des Télécoms, on nous parle toujours de la 5G, mais, et François QUENTIN y reviendra, la question des enjeux entre Deutsche Télécom, Orange ou les autres quant à leur pénétration respective possible sur le marché chinois était aussi quelque chose que les dirigeants européens ont en arrière-pensée entre eux. Toutes nos conversations contribuent à mettre à jour, mettre à nu, les fondamentaux, la réalité des discussions. Nos dirigeants n'ont en effet jamais été naïfs. Il est bon aujourd'hui qu'un public informé puisse accéder à ces débats.

Stéphane, je te passe la parole. Tu as été directeur d'Afrique au quai d'Orsay et Ambassadeur dans un certain nombre de pays africains et européens. C'est sous cet angle-là que tu souhaites aborder des questions chinoises.

Stéphane GOMPertz

Merci, Joël, de m'associer à cette discussion. Concernant l'action conjointe de l'Europe, des pays européens et de la Chine dans les pays tiers avec un accent en particulier sur l'Afrique, le premier point est la coopération dans le domaine de la sécurité et de la politique. Le deuxième concerne les investissements et projets conjoints. Et, le troisième touche à la dette.

En ce qui concerne la politique et la sécurité, la Chine avait été largement victime du terrorisme. Pour clarifier les choses, cela ne veut pas dire que nous approuvons les conséquences que le gouvernement chinois en tire actuellement, notamment au Xinjiang. Il s'agit d'une toute autre discussion. Nous réservons naturellement notre position, mais le fait demeure que la Chine a été victime de terrorisme. En particulier, nous avons évoqué le 15 octobre dernier, l'attentat à la gare de Kunming en mars 2014 qui a fait une trentaine de morts et des centaines de blessés. Il y a eu malheureusement beaucoup d'autres attentats de la sorte. La Chine a également à faire face au terrorisme ailleurs et notamment sur le continent africain. Pour rappel, lorsque j'étais ambassadeur en Éthiopie et que j'avais fait avec mes collègues de l'Union européenne une visite dans ce qu'on appelle l'Ogaden, la Somalie éthiopienne, la Chine était en train de construire une

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

route vitale pour l'économie de la région et les envoyés chinois avaient été tués par un mouvement terroriste local. Nous avons à faire face à une telle menace sur nos territoires, mais aussi ailleurs et de plus en plus sur d'autres continents. Il me paraîtrait extrêmement souhaitable que les pays européens, notamment la France qui est particulièrement considérée en Afrique, et la Chine, accentuent leur coopération opérationnelle contre la menace terroriste qui nous concerne tous. Au-delà du terrorisme se pose aussi la question de l'instabilité des pays. Nous avons tous intérêt à ce que les pays africains soient stables, soient démocratiques et fonctionnent harmonieusement. Beaucoup de progrès ont été faits, je me fais de l'Afrique une image assez positive. Il y a quand même malheureusement des États qui sont loin d'en être là. Prenons l'exemple de l'Éthiopie, dont le Nord est déchiré par un conflit qui est un drame. Personnellement, j'ai regretté lorsque j'étais Ambassadeur en Éthiopie, quand j'étais directeur d'Afrique qu'il n'y ait pas davantage de coopération entre les Occidentaux, mais aussi avec les Africains ou la mobilisation des Nations Unies pour aider à résoudre ces problèmes. On se heurte évidemment dans le cas du rôle en Afrique de la Chine à une difficulté centrale, qui est le respect absolu par ce pays pour l'indépendance et la souveraineté des États. Ce qui est parfaitement légitime et compréhensible. Dans un esprit de coopération, dans un esprit de respect, il est possible de coopérer. Coopérer aussi avec l'État concerné pour essayer d'œuvrer à la stabilité. Des groupes internationaux de contact qui regroupaient un certain nombre de pays, mais qui regroupaient aussi les Nations Unies, l'Union africaine, les commissions régionales africaines, comme la CEDEAO en Afrique de l'Ouest, l'organisation de la Francophonie et bien d'autres pour essayer d'œuvrer à une solution permettant de rétablir la stabilité et parfois on obtenait de très bons résultats. Dans le cas de la Guinée, cela a permis d'amorcer la transition, qui a mené à l'élection démocratique d'un président. Dans les années qui viennent, il est peu probable qu'il y ait davantage de coopération entre la Chine et ses partenaires pour aider les pays qui traversent des périodes difficiles, encore une fois dans le respect de leur souveraineté, à trouver des solutions.

Concernant les projets conjoints ou les investissements conjoints, il y a eu beaucoup de belles intentions. Mais il y a évidemment d'autres exemples à la déclaration conjointe sur les partenariats franco-chinois dans les marchés tiers qui a été formulée à l'occasion de la visite officielle du Premier ministre chinois, Li KEQIANG à Paris en juin-juillet 2015. Ce texte comprend une liste relativement exhaustive de ce qu'on peut faire. Quelques points paraissent intéressants, comme le rôle dominant des entreprises avec l'appui des pouvoirs publics. Il s'agit d'un concept essentiel. Une réserve peut être faite sur le texte, qui met l'accent sur les projets de grande ampleur. Cela est un peu regrettable parce que dans un certain nombre de pays, notamment l'Afrique, l'appui aux petites et moyennes entreprises est vital. Il y a là peut-être une lacune. Les cibles qui sont énoncées sont très larges, mais concernent principalement l'Asie et l'Afrique. La France et la Chine s'engagent à promouvoir le développement économique et social, la protection des écosystèmes et des ressources naturelles. On est en pleine actualité. Les deux parties encouragent les entreprises, les think tanks et les acteurs de la société civile des deux pays à accroître leurs échanges sur la coopération en marché tiers (une invitation qui est directement adressée au Bridge Tank pour que nous fassions précisément le travail que nous sommes en train de mener maintenant, comme le disait François LOOS, tout le travail commence). Il y a eu des débuts de réalisations. Le site World Fund, un fonds souverain chinois qui a été créé à la fin de 2014, a créé une plateforme de co-investissement dans les infrastructures énergétiques avec une filiale de General Electric. Le fonds a également signé au 19^{ème} sommet Chine-Union européenne à Bruxelles un protocole d'entente avec le fonds européen d'investissements. Il s'agissait de mener des projets en Europe, mais on peut très bien concevoir que ça puisse se faire ailleurs, s'il s'agissait

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

de créer des synergies en utilisant l'opportunité créée par l'initiative de la ceinture et de la route. De même, la Chine et l'Allemagne ont créé un centre conjoint sur le développement durable en 2007, en vue de promouvoir les investissements en Afrique. Comme l'Ambassadeur Lu SHAYE l'a rappelé en novembre dernier dans sa visioconférence sur les relations France-Chine-Afrique, la coopération entre la Chine et la France en Afrique a fait des progrès au travers de projets comme le terminal à conteneurs du port de Tincan au Nigéria avec Bolloré, le traitement des eaux usées au Sénégal, la coopération entre nos entreprises de Télécom, Huawei, ZTE et Orange dans la mise en place du réseau de télécommunication. On peut en citer d'autres, il y a aussi le projet de barrage, de traitement des eaux entre SUEZ et China Machinery and Engineering Corporation au Cameroun dans la rivière Sanaga, je ne vais pas les citer tous. On peut sans doute aller beaucoup plus loin. Lorsque Édouard Philippe, le Premier ministre s'était rendu en Chine, il avait soumis une liste de projets conjoints, il est difficile de dire où en sont ces projets. Mais on en est certainement au début. Cela est certainement une des avenues que nous avons intérêt à explorer. Il semblerait qu'il n'y ait pas eu de comptes rendus sur ce point au sujet de l'accord global entre l'Union européenne et la Chine sur les investissements. Je n'ai rien vu sur les projets conjoints sur les marchés tiers. Et si tel est le cas, si je ne me trompe pas dans ma lecture, c'est sans doute une lacune.

En revanche, la mention sur le soutien qui sera porté par la Chine à l'adoption par ces entreprises des principes de la responsabilité sociale des entreprises est intéressante. C'est un pas en avant important. Alors, que peut-on préconiser dans ce domaine ? Très modestement, je voudrais émettre quelques suggestions :

- D'abord, la montée en puissance des partenariats en pays tiers, notamment sur le continent africain ;
- Ensuite investir davantage dans les PME. Une des clés du développement des pays les plus pauvres, notamment en Afrique, ce sont les petites et moyennes entreprises, notamment le secteur informel. Une des difficultés est le passage du secteur informel au secteur formel. Quand on passe au secteur formel, ça veut dire qu'on adopte les règles, qu'on doit payer les impôts donc c'est compliqué. Et puis ça implique aussi des règles de gestion qui ne sont pas évidentes. Si nous pouvions ensemble aider cet extraordinaire tissu informel de petites entreprises en Afrique à passer au stade formel, à se développer, on pourrait certainement avoir une action très utile. Pour reprendre les propos de l'Ambassadeur LU SHAYE « pour les pays africains qui se trouvent encore au premier stade de développement économique, la priorité est de se doter d'abord de la capacité de développement, et mêler les normes non économiques, non commerciales, non techniques dans l'opération n'est pas de l'ordre de urgence. » Cela mérite une discussion nuancée. Parce qu'il y a des normes ou il y a des objectifs qui ne sont absolument pas incompatibles avec un développement financier sain. Je m'en aperçois à travers le fonds d'investissement dont je suis un conseiller. Naturellement, nous encourageons les entreprises et nous n'investissons dans ces entreprises que si elles se fixent des objectifs de gouvernance, des objectifs sociaux, notamment sur le rôle des femmes dans la direction ou la fondation de la direction des entreprises, l'égalité entre hommes et femmes, les conditions salariales adéquates, etc. Mais, il faut que ces entreprises soient rentables parce qu'on ne va pas investir dans des entreprises qui se cassent la figure. Il n'y a pas d'incompatibilité entre certaines normes qu'on peut suggérer et un développement économique. Je pense à l'avis que j'avais formulé à Beijing lorsque j'étais directeur d'Afrique, juste après le sommet Afrique-France

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

de Nice à l'occasion duquel le CIAN, le conseil des investisseurs français en Afrique, avait suscité l'adoption d'une charte des entreprises. Les entreprises africaines qui étaient présentes y avaient adhéré. J'en avais parlé à mes interlocuteurs chinois à Beijing, que ce soit au ministère des Affaires étrangères ou au parti communiste et ils avaient manifesté beaucoup d'intérêt. Je ne crois pas qu'il ne s'agissait seulement de politesse. Il y a une véritable piste à suivre ensemble de façon réaliste naturellement pour pousser les entreprises africaines à développer leur responsabilité environnementale et sociale, à rechercher un impact écologique, un impact social aussi grand que possible.

- Troisième point, le traitement de la dette. La Chine a prêté énormément à l'Afrique. L'immense majorité des projets qui ont été financés grâce aux prêts chinois sont des projets utiles. Quand on crée des infrastructures, quand on crée une route, quand on permet aux gens d'aller à l'hôpital voisin, quand on permet au paysan de vendre sa production, c'est utile. Il s'agit d'investissements profitables. Il n'empêche que se pose maintenant vis-à-vis de la Chine comme d'ailleurs vis-à-vis d'autres créanciers un vrai problème de la dette des pays en voie de développement et notamment des pays africains. Le cas le plus crucial actuellement semble être celui de la Zambie. Les reproches qu'on fait à cette aide sont connus. On lui reproche d'être relativement opaque parce qu'il n'y a pas de statistiques officielles sur les prêts. On lui reproche aussi d'être en grande partie liée et, contrairement à l'aide française, quand l'AFD fait un prêt, ça peut très bien profiter à une entreprise étrangère, y compris les chinoises alors que l'aide chinoise est très largement liée. Il est vrai que la Chine a fait des gestes importants récemment. Elle s'est notamment associé à l'accord du G20 d'avril 2020 sur la suspension des paiements des pays les plus pauvres jusqu'à la fin de l'année parce que des pays, notamment à cause de la pandémie, n'étaient plus en mesure de rembourser. Il n'empêche que les remboursements suspendus portent sur des sommes relativement faibles. La Chine a annulé au cas par cas un certain nombre de dettes pour les restructurer. Il y en a pour plus de 2 milliards de dollars, mais cela est beaucoup moins que ce qu'a fait la France de son côté. En général, il s'agit de petits prêts sans intérêts qui avaient atteint la maturité. Cela a bénéficié à un certain nombre de pays africains comme le Cameroun, le Lesotho, le Botswana et surtout la République Démocratique du Congo. Il y a d'autres négociations qui sont en cours avec l'Angola, la Zambie ou Djibouti. Il n'empêche que, à cause de la pandémie, la question va continuer à se poser de façon plus aigüe. On est au milieu du gué et il va falloir continuer. La Chine devrait poursuivre sur la voie qu'elle a amorcée et se joindre de plus en plus aux initiatives du G20 pour traiter la dette de façon vraiment multilatérale. Cela sera une bonne façon pour la Chine de marquer la volonté qu'elle affirme, que le président XI JINPING affirme très souvent, de s'intégrer davantage dans le jeu mondial et de jouer le jeu du multilatéralisme.

Joël RUET

Merci beaucoup, Stéphane. Ce n'est plus l'état de confiance, mais l'action de confiance, qui pourrait être tout un programme de travail pour le Bridge Tank. Les propositions étaient très nourries et concrètes, et je ne ferai qu'un point très court sur la question de la dette, mentionnée plus tôt. Jean-Pierre RAFFARIN avait évoqué le G20 et sa dimension financière. La question de l'action du G20 envers les pays du sud a été prise progressivement à bras le corps par le G20. La présidence française du G20 en 2011 s'était déjà intéressée à cette question. La présidence

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

chinoise en 2016 l'avait également poussée. Mais c'est la présidence allemande, en 2017, qui a formellement ouvert les concertations avec des pays africains au-delà de la seule Afrique du Sud, membre du G20. La question du traitement de la dette, en particulier du point de vue de l'Italie qui préside en 2021, un pays qui se sent concerné par ces questions, est importante à l'agenda. Mais sans être trop technique sur la dette, sa remise fait débat légitime. Il est important donc de débattre et de débattre de manière ouverte. Schématiquement lorsque la question s'est posée, il y avait un bloc pour annuler la dette, mais la Chine était très réservée sur ce point. Un certain nombre d'économistes africains se sont eux-mêmes exprimés en indiquant qu'il n'y avait pas besoin d'annulation de dettes, mais un besoin de renégociation des dettes, assorties de nouveaux prêts à des taux bonifiés pour que la machine économique continue d'avancer et non pas qu'elle s'arrête. Quand on annule les dettes, à l'inverse, les bailleurs ne veulent pas immédiatement reprêter. Une certaine dans le débat international, un désaccord entre la Chine et le monde occidental pendant un temps, ont sur ce point mené à une position d'équilibre. Cela illustre l'importance de la discussion.

La mention de la RSE donne une transition toute trouvée pour l'intervention suivante de Fatima HADJ, atlantiste convaincue, mais ouverte à un engagement vers la Chine pour mieux comprendre ce partenaire essentiel y compris du point de vue de Washington, étape préalable à des plateformes de réflexion commune entre la Chine, la France, la Chine, l'Union européenne sur les enjeux de normes qui ont été évoquées plus tôt.

Fatima HADJ

Merci beaucoup Joël, merci de cette invitation. Mon intervention va porter sur l'harmonisation de la réglementation des règles ESG. On n'a jusqu'à présent pas parlé en tant que tel de ces fameuses règles ESG, de l'impact environnemental, social et de gouvernance, et pourtant pratiquement toutes les interventions tournent en fait autour d'elles depuis ce matin.

Monsieur l'Ambassadeur Lu SHAYE, je vais répondre aux deux questions sur les trois que vous avez posées dans votre introduction. C'est-à-dire le pourquoi renforcer la coopération et comment renforcer la coopération, en accord avec Monsieur le premier Ministre Jean-Pierre RAFFARIN, qu'il faut bien un multilatéralisme rénové : l'Europe parle à tout le monde et en outre il y a des secteurs d'activité dans lesquels on ne peut pas se permettre de ne pas parler à tout le monde. Madame la directrice Irina BOKOVA a justement rappelé cet anniversaire de l'accord des droits hommes-femmes. C'est crucial, et le fait d'être encore obligés en 2021 de le remettre en priorité montre qu'il y a encore beaucoup à faire. L'agenda sur la biodiversité et aussi sur la lutte contre le réchauffement climatique est aussi l'opportunité de une place peu plus importante aux femmes.

François LOOS ; monsieur le Ministre, je vais rebondir sur votre mention de la nécessité d'établir des normes pour donner une réalité à une vision du futur, en précisant cela. Madame l'Ambassadeure Sylvie BERMANN a mentionné que l'Europe est en avance, car l'Europe est une entité normative et il s'agit d'un des marqueurs différenciateurs entre les deux grandes puissances, les États-Unis et la Chine. C'est un des secteurs dans lesquels l'Europe doit garder son avantage compétitif. Elle a l'avantage de son principal inconvénient, c'est-à-dire sa capacité à édicter des normes, cette administration qui en fait grâce à cela, grâce à sa structure a permis d'avoir un leadership sur toutes ces règles ESG. Et enfin, monsieur l'Ambassadeur Stéphane GOMPertz, vous avez parlé effectivement du financement des PME qui est nécessaire à la relance de l'économie ; tout ce qu'on appelait RSE et qui sont maintenant les critères ESG s'y rapportent :

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

ces critères sont la transcription dans le domaine financier des objectifs du développement durable.

Une vision du futur doit être implémentée. Or, on ne peut pas implémenter une vision ou des projets sans financement. Pour pouvoir diriger l'économie, la monnaie, le capital, vers l'économie réelle et ses structures, sur des projets que l'on souhaite financer correctement, il faut des critères et implémenter ces critères. Pour cela, il faut légiférer. Cela paraît simple mais en réalité c'est assez complexe puisqu'on crée un nouvel univers. On peut le comparer à internet. Maintenant on navigue, on voit bien comment cela fonctionne, mais rappelez-vous il y a quelques années quand internet est né, on ne savait pas comment on allait légiférer. Il y avait toute une nouvelle terminologie qui arrivait, de nouvelles nomenclatures qui se posaient. Il y a eu tout un changement comportemental. Maintenant, l'internet a même impacté la stabilité de nos institutions. On peut dire la même chose pour les critères ESG. Il va y avoir une nouvelle terminologie qu'on appelle la taxonomie, donc il va falloir la définir. L'Europe est leader dans ce secteur puisque l'Europe a déjà émis sa première version de sa taxonomie. Dans cette conférence, le général de Gaulle est beaucoup mentionné. Cette législation européenne a été émise le 18 juin. C'est une date assez importante en France, faisant référence à l'appel du 18 juin du général de Gaulle donc oui, on a eu le 18 juin en Europe la sortie de cette réglementation ESG qui met l'Europe en pole position pour pouvoir donner une réalité, comme le disait François LOOS, à cette vision du futur qu'on a ensemble.

Où est-on en matière d'axes possibles de coopération ? Où en est-on en Europe et en Chine ? L'Europe est en avance mais cette avance n'est pas garantie, il lui faut la garder. Il y a un tempo à maintenir, qui est crucial. On ne peut pas s'asseoir sur nos acquis. Quelle est en fait la vision actuelle en termes de critère ESG en Europe ? Il y a cet appel du 18 juin qui est la réglementation, la taxonomie. On définit, on classe parce que pour pouvoir parler des mêmes choses, pour pouvoir financer des PME, pour pouvoir s'assurer qu'elles intègrent suffisamment de femmes, pour pouvoir s'assurer qu'elles ne polluent pas, il faut bien qu'on puisse définir des critères pour pouvoir les financer. En Europe, une taxonomie est mise en place. Récemment ajoutée, en octobre, il faut en garder le Momentum – c'est l'objet de la plateforme sur la finance durable au niveau de l'UE. Elle est cruciale puisque son rôle est de conseiller la Commission européenne sur la future législation en termes de critères ESG. En participant activement à cette plateforme, je suis en charge de commenter la réglementation sur les prêts. Les prêts sont des outils principaux de relance économique et de maintien de l'économie. C'est un élément fondamental.

Maintenant, qu'en est-il pour la Chine ? Pour la Chine, il y a une accélération, même si elle est rentrée assez tard dans cette réglementation ESG. Sur ces trois dernières années, cela a été une évolution exponentielle en termes d'investissement. Septembre dernier a été une date extrêmement importante avec le discours du président Xi Jinping à l'Assemblée Générale des Nations Unies qui s'engage sur une décarbonation totale de son économie d'ici 2060. Cela est bienvenu, puisque la Chine est le premier pollueur du monde et le premier consommateur de charbon. On ne peut pas sauver la planète, on ne peut pas agir pour la lutte contre le changement climatique tout seul dans son petit jardin. En reprenant les propos de monsieur le premier Ministre Jean-Pierre RAFFARIN, on est obligés de parler à tout le monde. Il y a des secteurs dans lesquels on ne peut pas se permettre de ne pas se parler. Et ce sont des enjeux planétaires, ça concerne tout le monde. Dans le 14ème plan quinquennal qui est en élaboration pour mars prochain, la Chine se pré-positionne en termes de critères ESG. Pour la première fois il semblerait qu'on n'aurait pas d'objectifs chiffrés, mais cependant, ils ont été très clairs et ce discours en

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

septembre dernier du Président Xi nous a donné un peu d'éléments sur ce que serait ce 14ème plan quinquennal sur les principales priorités. On sait que la Chine va vouloir développer son dynamisme via sa consommation intérieure. C'est en cela qu'elle est un marché intéressant pour les Etats-Unis et l'Europe vis-à-vis du commerce extérieur et des investissements étrangers. Les critères ESG visent à faire entrer des investissements étrangers. On va aussi voir un développement de l'autonomie en matière de technologie et d'innovation, qui est clé à la fois en Chine et en Europe pour la souveraineté technologique ; un élément extrêmement important qui à mon avis sera à nouveau rappelé dans ce 14ème plan quinquennal, est l'accélération de la transition écologique.

Il y a des éléments sur lesquels on peut à la fois travailler sur un plan normatif et sur un plan technologique et sur un plan d'innovation. Il faut se concentrer sur la manière dont on va construire cet avenir. Il faut qu'on puisse émettre des règles qui nous permettent de nous parler sur le plan commercial et diplomatique. Maintenant que les bases sont posées, comment va-t-on pouvoir coopérer au-delà de la compétition ? Concernant la taxonomie, on ne peut pas avoir une définition, une classification des règles ESG en Europe, aux États-Unis et en Chine qui soient différentes. Cela n'a pas de sens. Il faut donc mettre en place des comités, des commissions, des initiatives de coordination des critères ESG entre l'Europe, la Chine et les États-Unis. La Chine a un fort désir de coopérer dans ce cadre parce que l'investissement étranger est crucial pour le développement de son économie et de son plan. Attirer les investisseurs étrangers via la mise en place de ces critères ESG et avoir une cohérence avec les règles que les investisseurs doivent aussi subir ou suivre en Europe, est crucial. La taxonomie est fondamentale, car cela nous permet d'avoir un langage commun. Cela paraît extrêmement technique, mais on ne peut pas avancer sur une vision du futur sans avoir un langage pour pouvoir créer cette vision du futur, pour lui donner une réalité. C'est fondamental.

Ma conclusion se fonde sur deux éléments :

- les États-Unis et le retour des États-Unis dans l'Accord de Paris
- Le temps que nous n'avons pas. Effectivement, je ne partage pas forcément l'avis sur le fait qu'il nous faut du temps pour construire une relation. Je pense qu'on n'en a pas du tout le temps, et sûrement pas sur ces critères, pas sur ces sujets-là. On ne l'a pas en tant qu'Union européenne parce qu'on a bien vu que l'administration BIDEN revient en force en fait dans les accords de Paris et va mettre le paquet pour rattraper ce retard. L'Union européenne risque de perdre sa pôle position et il va falloir avancer sur des thématiques précises, en incluant la Chine pour pouvoir fluidifier les échanges à la fois diplomatiques et économiques.

Les États-Unis qui reviennent via l'administration BIDEN dans l'Accord de Paris sont le deuxième pollueur de la planète. On ne pouvait pas faire sans eux. On avançait sans eux jusque-là, c'était un peu ridicule, il fallait le faire, mais maintenant, effectivement on a l'air un peu plus sérieux. La COP26 va prendre beaucoup plus d'ampleur. Ce qu'on va pouvoir faire en termes de réglementation et d'initiatives aura un réel impact sur la planète.

La deuxième problématique est effectivement le fait qu'on n'a pas trouvé d'entité qui permette de se coordonner et qui permette en fait d'échanger. Il n'y a pas encore de structures existantes dans lesquelles on pourrait échanger entre les États-Unis, l'Europe et la Chine sur des problématiques aussi techniques que celles développées. Il y a des groupes qui vont se lancer ou des *giant committees* qui sont en train de se faire entre l'Union européenne et la Chine, mais on ne peut pas

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

n'être qu'en bilatéral. Il faut qu'on opère en trilatéral dans cette approche ou du moins sur cette thématique bien précise. Ce sont nos trois économies qui en fait sont interconnectées.

Je voulais insister la conservation de la compétitivité de l'Union européenne sur cette thématique de l'ESG. On a tendance à se satisfaire de sa position mais elle va être challengée extrêmement rapidement. Il faut faire rentrer la Chine dans une discussion qui ne sera pas, contrairement à l'intitulé de cette conférence, un axe de coopération uniquement européen et chinois, mais qui doit être en fait trilatéral, c'est-à-dire avec les États-Unis, l'Europe et la Chine.

Joël RUET

Merci beaucoup Fatima pour cette contribution qui pose bien les enjeux politiques et de politiques publiques puisque nous sommes tous condamnés à beaucoup plus d'ESG. en effet il n'est pas trop tôt pour s'y préparer. Merci de nous avoir dit en des termes très simples que finalement nous faisons toutes et tous depuis ce matin de l'ESG sans le savoir. Cela vient conforter ton message que l'ESG est notre avenir le plus probable et peut-être le plus souhaitable après tout. Merci également d'avoir développé tes engagements, tes responsabilités, tes fonctions auprès de la plateforme de l'Union européenne. On est très heureux d'avoir parmi nous une influenceuse. Je me réjouis que tu aies été force de proposition auprès de l'Ambassadeur Lu SHAYE. Dans cet exercice d'influence réciproque et amical, nous voulons faire passer quelques idées concrètes à destination de la Chine, ce qui a été le cas également par d'autres intervenants y compris Stéphane GOMPertz. Dans cette dernière ligne droite de notre discussion, je vais passer la main, la parole à François QUENTIN, que je qualifie d'influenceur d'influenceur, mais François, j'assume, vous êtes un influenceur, puisque votre parcours est au cœur des questions industrielles qui restent malgré tout à traiter dans cet accord bilatéral de principe. Il est à l'aube d'une recomposition du monde et de la trilatérale qu'on a décrite. Vous avez dirigé un très grand nombre de programmes. Ce qu'on appelle programme dans les « industries de programmes », impliquent des centaines voire des milliers d'ingénieurs, des investissements colossaux en centaine de millions d'euros au moins et le déploiement industriel de nouvelles technologies et de nouveaux systèmes. Vous avez mené cela aussi bien dans le civil avec Airbus que dans le militaire chez Thalès. Et vous avez une particularité ici, qui est d'être franco-chinois dans votre approche puisque vos deux derniers mandats étaient liés à la présidence du conseil d'administration de Huawei France que vous avez observé de l'intérieur. Huawei, tout le monde en parle, peu de gens la connaissent véritablement de l'intérieur.

François QUENTIN

Bonjour Joël, merci de me passer la parole. Je voudrais tout d'abord rappeler un certain nombre d'éléments en me basant sur mon expérience industrielle des huit ans et demi passés chez Huawei.

D'abord, la relation entre la Chine et les États-Unis est une relation ancienne, au départ très déséquilibrée, mais s'équilibrant progressivement. On voit d'ailleurs aujourd'hui les conséquences de ce rééquilibrage qui n'est pas toujours apprécié par les Américains.

Où en est l'Union européenne ? L'Union européenne en 2010 quand j'ai rejoint le conseil de Huawei n'était pas sur son radar. La société avait des filiales parfois grosses, mais des filiales dans

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

tous les pays de l'Union avec bien sûr la Grande-Bretagne qui avait la plus grosse filiale mais l'Union européenne n'était pas sur le radar. J'ai essayé de faire valoir le fait que c'était une lacune dans le dispositif opérationnel du groupe. Cela pouvait devenir un problème, voire un gros problème et en 2012, il a été décidé de monter cette filiale, cette structure opérationnelle, avec un bureau de Bruxelles qui rejoignait le Beijing Office et le Washington Office existant déjà depuis plusieurs années. Donc, Huawei partait avec un déséquilibre sérieux dans la compréhension de la position de ces trois ensembles : Chine, Union européenne et USA. Les États-Unis d'Amérique, et cela était une évidence, était le plus grand marché intérieur du monde en consommateurs. Cela était bien identifié évidemment par la Chine qui en avait fait un objectif commercial. Mais l'Europe était un ensemble de pays qui n'étaient pas considérés comme très importants, chacun pris individuellement. L'Europe n'avait pas une consistance économique perçue à cette époque, donc tout ce qui s'est dit depuis ce matin est une excellente chose, mais finalement cette perception par les entreprises est un aboutissement relativement récent. Nous en sommes à dix ans. La notion d'occident que j'entends régulièrement évoquée en Chine, je ne sais pas cela signifie. L'Occident, je ne l'ai jamais rencontré. En tout état de cause, cela revient à confondre un peu les États-Unis d'Amérique et l'Europe. Or, ce n'est franchement pas tout à fait pareil. C'est quelque chose qu'il a fallu corriger et je pense que l'état dans lequel nous sommes aujourd'hui est bien meilleur qu'il ne l'a été dans le passé.

La notion de confiance a beaucoup été abordée. Mais la confiance passe par le respect. Or le respect, ce que je constate dans les relations entre entreprises, c'était extrêmement violent en 2010 : beaucoup d'entreprises américaines, voire européennes, n'avaient aucun respect pour leur contrepartie chinoise. On était dans l'univers de la méconnaissance, on était dans l'univers de l'incompréhension et à l'époque, d'un certain mépris ou mieux, d'une condescendance sympathique. Ceci a changé, mais ceux qui étaient en condescendance sympathique sont maintenant plus dans la peur, ce qui est aussi bête que la condescendance.

Et par contre en Chine, on observe de plus en plus des comportements d'arrogance, d'un peu de condescendance toujours aussi mal fondée, toujours basée sur une assez remarquable méconnaissance des uns et des autres. Mon constat est que la Chine et l'Europe, pour se focaliser sur l'Europe, ont un problème de compréhension et de connaissance mutuelle sérieuse. Très au-delà de la langue, très au-delà des petits gadgets en six pages PowerPoint pour expliquer comment un Chinois dit non ou ne dit pas non, il y a un problème de compréhension de fond des mécanismes qui font que l'interaction est positive ou négative. Alors les immenses experts que nous écoutons, eux comprennent et ont intégré tout ça depuis très longtemps.

Mais j'ai constaté à l'époque, il y a dix ans, et je le constate toujours, qu'il y a fort peu de gens qui sont capables de comprendre ce qu'est par exemple un contrat vu par les Chinois. Ça n'a rien à voir avec un contrat vu par les Américains et, dans ma génération, j'ai vu la notion de contrat en France évoluer d'une notion qui nous était relativement propre à une notion très anglo-saxonne héritée des États-Unis où les contrats se sont mis à enfler, à prévoir énormément de cas, énormément de choses et où l'esprit se diluait dans des tomes et des tomes de papiers que plus personne ne comprenait à la fin d'ailleurs. La vision chinoise des contrats n'est pas du tout celle-là. C'est une vision qui à l'instant-t reflète un état de rapport de force. Ils sont en général relativement succincts et ils doivent le rester parce qu'ils peuvent évoluer, parce que la nature de la relation peut évoluer. Il y a des choses à expliquer aux Français, des choses à expliquer aux Chinois pour que des procès d'intention ne se fassent pas sur telle ou telle clause qui aurait dû être là ou qui n'aurait pas dû être là. La relation de confiance ne peut s'établir que dans la

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

compréhension mutuelle. Nous avons un problème culturel qui est largement sous-estimé au niveau des acteurs de tous les jours du monde économique. Ce problème culturel est au-delà du langage, dans les profondeurs de ce qui fait le fonctionnement de notre vie. Par exemple, Huawei n'est pas une multinationale. Je suis prêt à le développer à toute personne qui serait intéressée. C'est une entreprise chinoise avec des Chinois qui travaillent dans des pays non chinois. Il s'agit de quelque chose qui la rend très vulnérable aux attaques qui ont été menées contre cette société depuis un an ou deux, une attaque très violente, mais qui l'a mise dans une incapacité à comprendre ce qui était vraiment le sujet et les moyens d'y parer. Cela a été une des vraies difficultés. Je n'ai constaté aucune compréhension ni aucune capacité à y répondre.

Il faut qu'on investisse du temps dans l'écoute, dans l'attention aux différences parce que tout le monde n'est pas capable de faire dix ans d'études sur la Chine, la culture chinoise, la langue chinoise, etc. Dans la plupart des pays où j'ai travaillé, l'écoute a toujours été quelque chose qui a fonctionné. L'attention aux différences, écouter les différentes parties prenantes, comprendre les différences et s'attacher à ce qui marche et essayer d'éviter ce qui coince quand on est dans une situation de coopération. Il n'y avait aucun truc simpliste, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de solution en cinq planches qui vous permet de comprendre les Chinois en deux coups de cuillère à pot ou de comprendre les Français quand vous êtes chinois en deux coups de cuillère à pot. C'est un échec systématique et j'ai des exemples absolument probants dans ce domaine.

La bonne nouvelle de 2010 à aujourd'hui, est qu'il y a de très grands progrès. Beaucoup de jeunes Français, jeunes Chinois sont allés dans les différents pays, ont appris des langues, se sont donné du mal pour comprendre les complexités des cultures des uns et des autres. Nous avons une base de jeunes qui grandit tous les jours et qui me donne de l'espoir. Ces gens vont pouvoir, eux, avoir une approche différente dans les relations économiques et sauront comment interpréter des actes profonds de prise de décision, de contractualisation ou de réponse managériale dans les entreprises à des situations qui ne sont pas toujours facile à résoudre pour un étranger au sens complet du terme.

Alors que peut-on faire ? La question est assez pratique. La question est de mettre en place des actes concrets très terre à terre. Il ne faut pas donner dans le conceptuel et la méta-analyse. Il faut donner dans des solutions à la portée des entreprises ou à la portée des gens qui travaillent ou coopèrent ensemble, de manière à éviter de rester, ce qui quand même est un peu la méthode actuellement, dans deux plans parallèles où des grands experts compétents dans les deux domaines dialoguent et les autres s'échangent des banalités sur la base d'un petit mode d'emploi en cinq planches PowerPoint et n'arrivent pas au fond à comprendre comment ils vont évoluer dans les années qui viennent.

Voilà ce qui me paraît être le travail urgent nécessaire et à bas bruit qu'il faut mener dans les années qui viennent. C'est un travail de tous les jours dans un volume de plus en plus important et sur une durée très longue. On peut progresser. On résoudra beaucoup de difficultés. On a parlé énormément des incompréhensions, des difficultés que les uns et les autres rencontrent, et ce à un niveau de nos pays et de leurs relations géostratégiques. Mais je pense qu'une grande partie de ces difficultés se résoudront assez facilement, progressivement quand les gens se parleront, se comprendront en s'écoutant.

Voilà les quelques remarques que je voulais partager avec vous aujourd'hui.

Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

Joël RUET

Merci beaucoup François. Comme on se le disait dans les préparations de ces travaux, je trouve que les mêmes paroles dans la bouche d'un industriel résonnent différemment que ces paroles dans la bouche de gens qui sont parfois des analystes. L'analyste que je suis te remercie François d'avoir apporté cette expertise d'industriel. Par exemple, la notion du contrat, que ce soit à très modeste niveau, lorsqu'on essaie de contractualiser avec la Chine sur des petits enjeux ou à des enjeux beaucoup plus industriels, renvoie aussi à la question de la forme écrite d'un accord lorsqu'il y a une discussion, une négociation au niveau international. Il semble qu'il faut tout à fait accepter qu'il y a une différence ; autant qu'il y a cette même différence, cette même distinction au sein de cette fiction de l'occident. Je crois que ces points-là sont très importants et sont d'autant plus importants qu'ils renvoient à une pratique concernant encore une fois le déploiement qui a été évoqué de Huawei vers le reste du monde. Mais aussi le déploiement par exemple qui n'a pas été cité, d'Airbus vers la Chine. J'imagine que des difficultés similaires comparables ont dû être rencontrées. Merci également d'avoir indiqué que le calendrier de travail est à l'horizon de quelques années et je voudrais relier les deux interventions, celle de Fatima HADJ et de François QUENTIN. Fatima disait on n'a absolument pas le temps d'attendre, qu'il est urgent de commencer. François QUENTIN nous disait que c'est un travail de longue haleine. Les deux sont compatibles. Ce travail a été commencé pour notre modeste part, nos modestes contributeurs et je vous en remercie encore toutes et tous, mais ces travaux avaient évidemment pour les uns et les autres commencé il y a un certain nombre de mois et d'années que vous avez les unes et les autres évoqués. 20 ans pour les uns, quelques décennies de plus pour d'autres. Ce travail ne s'arrête pas. Les interventions aujourd'hui ont été extrêmement riches.

J'en tire modestement une leçon, c'est qu'il y a un besoin, il y a un désir de ce que Jean-Pierre RAFFARIN appelait l'état de confiance de ce que d'autres ont manifesté comme une action de confiance. Les propos francs qui avaient été introduit par LU SHAYE dont je rappelle que vous avez été directeur d'Afrique au Ministère des affaires étrangères chinois, et avez été un Ambassadeur remarqué et qui a laissé mémoire forte au Sénégal comme la cheville ouvrière de l'un des premiers sommets Chine-Afrique.

Il a été dit par les uns et les autres que 2021 est à cet égard une date importante pour les relations sino-africaines, euro-africaines.

Mon mot de la fin serait état de confiance que je reprends de Jean-Pierre RAFFARIN avec sa permission et industrie que je reprends de François LOOS, mais je crois qu'ils sont partagés. LU SHAYE, souhaitez-vous nous donner votre mot de la fin ? Vous avez évoqué un ou deux mots qui fâchent, ou sur des sujets qui portent à controverse, mais on en a discuté sans controverse et il a été proposé quelques voies de progrès, des missions de terrain, des missions indépendantes notamment. Cela est porté au débat, nous ne trancherons pas aujourd'hui, mais nous vous offrons un mot de la fin.

Lu SHAYE

Merci, Joël. Je pense que cette conférence était très réussie et très riche. Tous les invités ont émis des opinions très constructives, qui sont très inspirantes. On a parlé non seulement des relations et la coopération sino-européenne, mais aussi on a évoqué d'autres problèmes tels que la coopération sino-européenne dans les pays tiers par exemple en Afrique. Je pense que c'est aussi



Forum sur la coopération UE-Chine – Compte-rendu version longue

un sujet très important et on peut continuer notre échange sur ces différents sujets. Je pense que le problème est de renforcer notre confiance mutuelle entre la Chine et l'Europe qui est essentielle pour le développement de la coopération bilatérale. Je suis tout à fait d'accord avec monsieur François QUENTIN qui dit que la confiance passe par le respect et passe par la compréhension mutuelle, par l'écoute. J'espère que les Chinois et les Européens peuvent multiplier leurs échanges, multiplier leur écoute réciproque. Je remercie tout le monde.